

COMMUNE DE
MARTILLAC



HAUTES TERRES DES GRAVES

Marché « Assurances »

LOT N° 1

Dommages aux biens & Annexes

**Marché en MAPA établi selon les articles L.2123
et articles R.2123-1 à R2161-7 du code de la Commande Publique**

COMMUNE DE MARTILLAC

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Prise d'effet :	01/01/2023
Durée maximale du marché :	48 mois
Résiliation :	annuellement
Préavis :	6 mois

LOT N° 1

Dommages aux biens & Annexes

PLAN

TITRE I - CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES (CCAP)

TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES (CCTP)

I – 2 – 1 – PRESENTATION

I – 2 – 2 – GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

TITRE III – ANNEXES : PATRIMOINE, ANTECEDENTS,

TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

I- 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES « CCAP »

ASSURE : COMMUNE DE MARTILLAC.

OBJET DU CONTRAT.

Le contrat a pour objet de garantir l'ensemble du patrimoine, biens mobiliers (compris mobiliers urbains), immobiliers (compris édifices ruraux, ouvrages d'art et de génie civil), cette liste n'étant pas limitative, dont **la Commune de MARTILLAC** (y compris CCAS, CE, COS, Amicale ou autre...) est soit propriétaire, locataire, dépositaire, gardien ou usager à quelque titre que ce soit (compris biens confiés, biens loués et /ou biens propriétés de la collectivité entreposés ou mis à disposition à des tiers et utilisés par eux).

DISPOSITIONS GENERALES

1. Le contrat prend effet le : 01/01/2023.
2. Le contrat est prévu pour une durée maximale de 48 mois à compter du 01/01/2023, **sauf dénonciation soit par le porteur de risque ou par le pouvoir adjudicateur à chaque échéance annuelle du 1^{er} janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR.**
3. Le contrat est exécuté en Euros « € ». Tous les documents sont rédigés en français, quelle que soit leur nature.
4. Le contrat est intangible dès la signature par les parties, la procédure ayant permis au Titulaire d'être réputé avoir pris connaissance en détail des risques à couvrir. Les documents du marché sont les suivants, dans l'ordre de prévalence décroissante. Les originaux figurant aux archives du Pouvoir Adjudicateur font seule foi :
 - Acte d'engagement et annexes,
 - CCP,
 - Patrimoine & Antécédents.
5. A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente, les parties conviennent de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL), chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique) pour les litiges nés de l'exécution du marché.

Une fois l'avis du comité rendu et notifié dans les 6 mois de sa saisine, sauf prolongation, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 3 mois pour signifier au titulaire son acceptation ou son rejet. Si les parties décident de se conformer à l'avis rendu, elles peuvent conclure une transaction ou signer un avenant, si cela est juridiquement possible
6. **Le Tribunal administratif de BORDEAUX 9 rue TASTET 33000 BORDEAUX** est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.
7. A chaque échéance, le Titulaire du contrat (et son représentant) produit (sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur) les certificats fiscaux et sociaux pour l'exercice qui s'ouvre. De plus, si le titulaire utilise l'intermédiation il est demandé à chaque échéance :
 - pour les Agents généraux d'assurance :
Copie du mandat, certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante et N° ORIAS.
 - pour les Courtiers dûment mandatés :
Une copie du mandat pour agir, au nom et pour le compte de la compagnie qu'il présente. A ce sujet, si au cours de la durée du marché le Pouvoir adjudicateur est informé par le porteur de risque titulaire d'un retrait d'habilitation du courtier, et sauf s'il présente un nouvel habilité, la gestion sera alors effectuée en direct. En

aucun cas le Pouvoir adjudicateur ne saurait être redevable d'une quelconque indemnité au profit du courtier évincé.

Une attestation d'assurance d'une garantie financière et responsabilité civile professionnelle en cours de validité conformément aux articles L.530-1 & L.530-2 du Code des Assurances, les certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante et N° ORIAS.

8. Quelle que soit sa date d'apparition, le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de toute modification touchant les informations qu'il a données au moment de sa candidature. Il en est de même pour les agréments professionnels à leur renouvellement.
9. Le Titulaire et/ou son intermédiaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations auxquelles il aurait accès.
10. Domicile du Titulaire = Siège social.
11. Le courriel non confirmé est un mode de transmission accepté au présent contrat pour les informations relatives à la gestion ordinaire.
12. Le présent marché est financé sur les ressources propres de la Collectivité.
13. Au titre du présent marché, le délai de paiement s'entend comme commençant à la date d'arrivée de l'appel de fonds chez la personne désignée ci-après : **Commune de MARTILLAC** (sous réserves que celui-ci soit postérieur à la date d'échéance). Le paiement est considéré comme effectué le jour justifié par le trésorier percepteur. Pour le présent marché, le délai de paiement est de 30 jours. Le titulaire est informé de la date et du montant de la somme en cours de paiement. En retour, le titulaire du marché informe l'assuré à la date à laquelle son compte a été crédité. Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif.
Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires selon les modalités définies dans le décret aux articles L.2192-12, L.2192-13 et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.
Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points plus pénalités forfaitaires de 40 €.
14. Sous réserves que celui-ci soit postérieur à la date d'échéance). Le paiement est considéré comme effectué le jour justifié par le trésorier percepteur. Pour le présent marché, le délai de paiement est de 30 jours. Le titulaire est informé de la date et du montant de la somme en cours de paiement. En retour, le titulaire du marché informe l'assuré à la date à laquelle son compte a été crédité. Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif.
Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires selon les modalités définies dans le décret aux articles L.2192-12, L.2192-13 et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.
Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points plus pénalités forfaitaires de 40 €.
15. L'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives, y compris le vote des dépenses. Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.
16. L'assureur pourra résilier le contrat après sinistre en respectant le mode de résiliation prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.
17. L'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, tant sur l'état que sur les modifications que l'assuré peut apporter à l'objet du

contrat ou à leur affectation. En conséquence l'assureur renonce à résilier le contrat pour aggravation de risque. **Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.**

18. Compte tenu des déclarations faites par la **Commune de MARTILLAC** en conformité à la circulaire du 24 décembre 2007- JO du 10 avril 2008, relative à la passation des marchés publics de services d'assurances Chapitre VI- « Titre B – Etat déclaratif de risque », l'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, il déroge à l'application de toutes sanctions et/ou règles proportionnelles et notamment celles définies aux articles L.113-8, L.113-9, L.121-5, L.172-2 et L.172-10 du Code des Assurances.
19. La prime ou cotisation est fixe pendant toute la durée du marché, et est calculée pour la 1^{ère} année sur la base de l'état du patrimoine joint au présent dossier intitulé : **Etat du patrimoine**.
20. La prime ou cotisation devra être exprimée en Euro « € » toutes taxes et frais compris/m²/an suivant formule pour les garanties de base, complémentaires & annexes, responsabilités-défense/recours, et en Euro « € » toutes taxes et frais compris/an, pour les prestations supplémentaires éventuelles. Dans tous les cas les garanties objet des prestations supplémentaires éventuelles devront être présentées comme non obligatoires. Pour des besoins administratifs l'acheteur public pourra demander au candidat attributaire des quittancements séparés.
21. À chaque échéance, la prime ou cotisation fixe ne peut évoluer qu'en fonction de l'évolution de l'indice FFB et de l'évolution du patrimoine (superficie).
L'indice de référence est : l'indice de la Fédération Française du Bâtiment.
22. La prime ou cotisation des échéances à venir sera calculée sur la base de l'état du patrimoine arrêtée au 1^{er} octobre précédant l'échéance. L'assureur retient pour calculer le prix à payer la quantité (superficie), le prix à l'origine du marché qui devra être indiqué à l'acte d'engagement revalorisé de l'indice.
En cas de non-respect du présent article par l'Attributaire, le Pouvoir Adjudicateur effectuera le mandatement sur la base provisoire des sommes prises en compte par lui.
NB) lorsque les sommes payées par le Pouvoir Adjudicateur sont différentes de celles qui seraient finalement dues à l'Attributaire, ce dernier pourra prétendre à des intérêts moratoires au taux légal, calculés sur la différence. De ce fait l'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat pour défaut de paiement.
Compte tenu de la durée du marché et de la faculté de résiliation prévue en 2, l'assureur accepte de ne jamais qualifier la réassurance comme "sujétion technique imprévue" objet de l'article L.2194-1 et des articles R.2194-1 et R.2194-2 du Code de la Commande Publique.
23. Conformément à l'article L.113-2 - 4° du Code des Assurances, le délai de déclaration de sinistre est fixé d'un commun accord à 90 jours. Dans tous les cas l'assureur renonce à retenir la déchéance pour déclaration tardive.
24. Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à instruire les dossiers rapidement et à prendre toutes les initiatives afin de régler les indemnités dues (hors valeur à neuf) dans un délai maximum de 30 jours **à compter de la date où la collectivité ou son représentant aura présenté sa réclamation chiffrée dans le respect de la réglementation en vigueur.** Faute d'un règlement total dans le délai ci avant, un acompte provisionnel de 50 % du montant ci-dessus devra être versé (Article L.113-5 Code des Assurances).
25. En cas de non-respect par l'assureur du délai de paiement décrit en 22 ci-dessus, des pénalités de retard seront dues à l'assuré à compter du 31^{ème} jour. Le calcul des pénalités de retard est identique à celui des intérêts moratoires prévu ci-dessus.
26. Lorsque le bénéficiaire de l'indemnité sera l'assuré, et que l'objet de ladite indemnité concernera un bien soumis à TVA, toutes les indemnités de sinistres seront calculées TVA comprise, sans que l'assureur puisse évoquer une quelconque compensation ou subvention d'Etat (CE 19 avril 1991 n°109332).

27. Contrairement à l'article L.112-6 du Code des Assurances, aucune compensation ne peut s'opérer entre prime et indemnisation.
28. Le présent contrat est exécuté en application des clauses des documents énumérés en 4, lesquelles prévalent chaque fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré sur les éventuelles conditions générales et/ou spéciales, particulières que l'assureur aurait intégrées à son offre.
29. Le présent contrat est soumis à l'application de la Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 modifiée portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier.
30. Les données essentielles du marché seront publiées, conformément aux dispositions de l'article R2196-1 du code de la commande publique, et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

Ainsi, les acheteurs devront publier sur leur profil d'acheteurs sur le site www.marchespublics-aquitaine.org, et <https://www.martillac.fr>

Les données essentielles du marché qui seront en accès libre, direct et complet. Ces données comprennent notamment :

- le numéro d'identification unique attribué au marché public et les données relatives à son attribution (la date de notification du marché public, la nature et l'objet du marché, l'identification du titulaire et son numéro d'inscription au répertoire des entreprises etc.),
- ainsi que chaque modification réalisée. Si le marché public est modifié en cours d'exécution, l'acheteur devra également publier la durée modifiée du marché public, le montant HT modifié en euros du marché public ou encore le nom du nouveau titulaire en cas de changement.

31. Le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné RGPD. Le titulaire s'engage également à sécuriser les données personnelles collectées et à ne pas les divulguer en dehors des acteurs de cette prestation.

Le titulaire certifie, respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné par « RGPD ».

Dans le cadre du présent marché public, le titulaire s'engage à :

- garantir un niveau de protection élevé des données personnelles qu'elle traite pour le compte de **la Commune de MARTILLAC**.
- respecter la réglementation applicable à l'ensemble des traitements de données personnelles qu'il met en œuvre.

Plus particulièrement, le titulaire s'engage notamment à respecter les principes suivants :

- les données personnelles sont traitées de manière licite, loyale et transparente (licéité, loyauté, transparence) ;
- les données personnelles sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (limitation des finalités) ;
- les données personnelles sont conservées de manière adéquate, pertinente et sont limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données) ;
- les données personnelles sont exactes, tenues à jour et toutes les mesures raisonnables sont prises pour que les données inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude). »

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque inhérent à ses opérations de traitement, répondre aux exigences réglementaires et protéger les droits et les données des personnes concernées dès la conception des opérations de traitement.

Par ailleurs, le titulaire impose contractuellement le même niveau de protection des données personnelles à ses sous-traitants (prestataires, fournisseurs, etc.).

Le titulaire s'engage à alerter **la Commune de MARTILLAC** en cas de violation de données dès qu'elle en a connaissance et à accompagner **la Commune de MARTILLAC** afin de résoudre le problème d'une part et effectuer la notification à la CNIL dans un délai de 72h d'autre part.

Le titulaire s'engage à coopérer avec **la Commune de MARTILLAC** pour répondre aux personnes en cas de demande d'exercice de droits celles-ci, dans le délais imparti (1 mois).

Enfin, le titulaire s'engage à respecter tout autre principe s'imposant au regard de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et plus précisément concernant les droits conférés aux personnes intéressées, les durées de conservation des données personnelles ainsi que les obligations relatives aux transferts transfrontaliers de données personnelles.

32. En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables...
33. Pour sa facturation annuelle et sa facturation des éventuelles révisions, le titulaire fera apparaître clairement le mode de calcul de la nouvelle prime en indiquant les évolutions indiciaires ainsi que les variations de l'assiette de calcul du coût des garanties.
34. Dans le cadre de marchés publics, l'obligation faite aux entreprises de transmettre des factures dématérialisées à leurs clients publics doit être mise en œuvre selon les modalités suivantes :
 - une plateforme est mise à leur disposition : Chorus Pro. Le titulaire du marché devra donc prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions législatives concernant la dématérialisation de ses factures.

Tout appel à cotisation parvenant par un autre mode sera rejeté.

Le titulaire devra adresser sa facturation via CHORUS PRO à chacune des entités suivantes :

- **Commune de MARTILLAC n° SIRET 213 302 748 00016**

I- 2 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES « CCTP »

I-2-1- Présentation

VOIR CCTP DANS LES ANNEXES

ASSUREUR TENANT LOT :	GROUPAMA
INTERMEDIATION :	
GARANTIES SOUSCRITES :	Détail
	Franchise : sans
OBJET de la renégociation :	<input checked="" type="checkbox"/> Fin de marché
	<input type="checkbox"/> À l'initiative de la Collectivité
	<input type="checkbox"/> À l'initiative de l'attributaire
	<input type="checkbox"/> Autres :

I-2-2- Garanties, Montant, Franchises

I-2-2-1 DÉCLARATION, GESTION, ELÉMENTS DE TARIFICATION

La Commune de MARTILLAC déclare :

Exercer toutes les activités liées directement ou indirectement à son statut de collectivité publique (y compris CCAS, CE, COS...). Que les « bâtiments » (propriété, location, gardien ou usager à quelque titre que ce soit) assurés sont généralement construits et couverts en matériaux durs pour plus de 50 %, cependant certains d'entre eux peuvent comporter des matériaux légers ou semi-légers au sens de la définition d'assurance. De même certains d'entre eux peuvent présenter des étages ordinaires et des contiguités ou proximités avec des risques aggravants de toute nature, d'autres sont ouverts sur plusieurs côtés, c'est le cas notamment de préaux et abris divers.

- Que la définition « bâtiments » doit être prise au sens large incluant remparts, murs de soutènement, ouvrages de génie civil, ouvrages d'art, voirie, enclos, clôture, murets liés à un immeuble garantis, station d'épuration et station de traitement d'eau potable, mobiliers urbains, réseaux d'eau, égouts, columbarium, podium, cabines de plage, cette liste n'étant pas limitative.

- Que la définition « contenu » doit être prise au sens large (biens en dépôt, biens confiés, biens loués, compris biens appartenant à des tiers, biens propriétés de La Collectivité entreposés chez des tiers ou mis à disposition, biens aux abords immédiats, cette liste n'étant pas limitative).

I-2-2-2- LISTE DU PATRIMOINE IMMOBILIER-MOBILIER – AUGMENTATION - DIMINUTION

La liste des bâtiments (Etat du Patrimoine) n'est qu'une liste à titre indicatif. L'ensemble des biens mobiliers et immobiliers propriétaire, locataire, ou occupés à quelque titre que ce soit représente une surface développée de

9122 M2, non compris ouvrages de génie civil, réseaux d'eau, égouts, d'ouvrages d'art, mobiliers urbains, espaces verts, de serres en verre, qui devront bénéficier de la garantie. **Voir inventaire joint.**

La surface développée indiquée ci-dessus est un élément contractuel, une tolérance d'erreur de 10 % soit : **912 M2** est considérée admise par l'assureur. Dans le cadre de cette tolérance de 10 %, **la Commune de MARTILLAC est dispensée en cours de contrat de déclarer toute modification dans le patrimoine immobilier (propriété, location, gardien ou usager à quelque titre que ce soit).**

Dans le cas où, en cours d'année d'assurance la surface développée indiquée au contrat viendrait à dépasser la tolérance de 10 % indiquée ci-dessus, un courrier émanant de la précisant la nouvelle situation sera alors adressé à l'assureur dans un délai raisonnable et une régularisation sera effectuée au 1^{er} janvier suivant. Cette régularisation ne fera pas l'objet de rappel de prime ou cotisation sur l'exercice en cours. **En tout état de cause toutes les garanties sont acquises pour tout nouveau bâtiment dont la Commune de MARTILLAC est soit propriétaire, locataire, ou usager à quelque titre que ce soit (y compris tous ouvrages en cours de construction).**

Dans le cas où, en cours d'année la surface développée indiquée au contrat viendrait à diminuer du fait d'un changement dans la situation de l'occupant telle qu'acquisition par lui, vente, crédit-bail ou autres raisons, et que l'assurance devienne la charge du nouvel occupant ou nouveau propriétaire, un courrier émanant de la **Commune de MARTILLAC** précisant la nouvelle situation sera alors adressée à l'assureur dans un délai raisonnable. A réception, l'assureur effectuera alors la mise à jour et un avenant de régularisation sera enregistré. Un remboursement sera calculé au prorata temporis sur les bases et conditions du contrat d'origine ou de l'échéance précédente. Ce remboursement de prime ou cotisation correspondante sera crédité au profit de la Commune **Commune de MARTILLAC**.

Il est précisé par ailleurs que la **Commune de MARTILLAC EST** dispensée en cours de contrat de déclarer tout changement dans la construction, l'affectation, la destination des bâtiments ainsi que tout changement aggravant qui pourrait survenir dans le voisinage des biens assurés, sachant que la **Commune de MARTILLAC DECLARE** pratiquer toute activité liée directement ou indirectement à son statut.

En conséquence l'assureur devra tenir compte des déclarations ci-dessus pour établir sa tarification/proposition.

Les bâtiments omis à la souscription et/ou en cours de marché sont garantis à concurrence de 1 000 000 € par sinistre. Les bâtiments ou locaux appartenant, loués ou occupés par l'assuré, qui auraient été omis non intentionnellement à la souscription du contrat ou en cours de marché.

L'assureur présentera alors un appel de cotisation au prorata de la durée pour laquelle la garantie aurait dû être souscrite, sans modification du taux de prime ou de cotisation. L'assuré s'engage à régulariser la part de cotisation non appelée.

I-2-2-3- ENGAGEMENTS DE L'ASSUREUR

1- STATISTIQUE

L'assureur qui sera choisi s'engage à fournir à la **Commune de MARTILLAC** au plus tard dans les 90 jours après l'échéance principale les résultats des sinistres par catégorie de garantie.

S'il met les éléments ci-dessus à disposition de la **Commune de MARTILLAC** sous forme de support informatique, cela ne pourra être effectué que dans une configuration compatible avec l'outil informatique de la **Commune de MARTILLAC** ET en accord avec elle.

2- PREVENTION

L'objectif de la collectivité étant d'optimiser son budget assurance, l'assureur qui sera choisi pourra proposer à la collectivité, toutes suggestions en matière de prévention. Toutes initiatives en ce sens ne pourront être mises en place que dans un partenariat total et en accord avec elle.

3- RENONCIATION A RECOURS

L'assureur s'engage à renoncer à tous les recours qu'il serait en droit d'exercer au moment du sinistre contre les personnes physiques ou morales de Droit Public et de Droit Privé (*) et notamment tous locataires ou occupants à quelque titre que ce soit sans qu'il soit nécessaire d'en indiquer la liste.

Dans le cas où l'auteur ou responsable du sinistre serait correctement assuré, l'assureur pourra exercer son recours contre l'assureur de l'auteur ou du responsable du sinistre, dans les limites du contrat souscrit.

(*) Sauf activités professionnelles inscrites soit au RC, RM ou PL. Dans ce cas la renonciation à recours est limitée à un délai raisonnable après signature des actes.

Comme indiqué au titre du chapitre C – « VOL – VANDALISME – DETERIORATION – DEGRADATION », sous réserve que l'utilisateur ait contracté une assurance en bonne et due forme, il est précisé que cette renonciation à recours ne vaut pas pour les détériorations immobilières ou mobilières suite à rixe ou acte de vandalisme commis dans ou sur les bâtiments ou constructions assurées lorsque lesdits locaux ont été mis à disposition soit d'une association ou de tiers. Dans ce cas uniquement et conformément à l'article 121-12 du Code des Assurances l'assureur est subrogé dans les droits et actions de la collectivité contre tout tiers responsable afin de récupérer les fonds versés par lui.

4- ASSURANCE POUR LE COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA

La garantie est acquise pour le compte de qui il appartiendra. Toutefois lorsque les tiers sont eux-mêmes assurés pour les biens sinistrés, la garantie ne joue jamais en coassurance, mais en complément en cas d'une insuffisance de quelconque origine de garantie. Toutes les garanties sont réputées acquises aux biens prêtés ou autres, immobilier et/ou mobilier, contenant, contenu appartenant à des tiers ou occupants (y compris effets et biens appartenant au personnel) à quelque titre que ce soit sans qu'il

soit nécessaire d'en indiquer la liste. Il est précisé toutefois que lorsque l'indemnité due à un bénéficiaire de cette clause pourra justifier d'un règlement hors TVA, l'assureur réglera hors TVA.

I-2-2-4 –VALEUR À GARANTIR – REGLE PROPORTIONNELLE

Les garanties sont accordées à concurrence des capitaux indiqués avec dérogation à la règle proportionnelle tant de capitaux que de primes. En conséquence l'assureur renonce à appliquer les articles L.121-5 et L.113-9 du Code des Assurances.

I-2-2-5- DECLARATIONS DIVERSES

De par sa notoriété, la **Commune de MARTILLAC** se voit confier parfois des œuvres d'art, tableaux ou autres, ce genre de dépôt doit être considéré par l'assureur comme « biens en dépôt » **et donc assuré sans recherche de responsabilité de La Collectivité.**

I-2-2-6- LES GARANTIES

GARANTIES DE BASE - RENONCIATION À RECOURS

- A- Incendie - Explosion – Foudre - Fumées - Tempête - Grêle – Neige -Avalanches - et Souffles d'Avalanches - Evénements climatiques - Dommages électriques aux appareils électriques et électroniques - Dommages électriques installations et canalisations - Catastrophes naturelles ; Bris de machine
- B- Dégâts des eaux, dégâts des liquides et fluides ;
- C- Vol, vandalisme, détériorations, dégradations immobilières et mobilières ;
- D- Bris des glaces.

GARANTIES COMPLEMENTAIRES & ANNEXES

- Appareils de navigation aérienne - Choc d'un véhicule terrestre - Mur du son - Grève, Emeutes et mouvements populaires - Attentats - Chutes d'arbres, Equipements extérieurs autres que mobilier urbain et ouvrages non décrits au chapitre « ouvrage d'art et génie civil », Effondrement, Tout Sauf, Réseaux enterrés, Dommages aux marchandises entreposées en chambre froide et/ou congélateur - Ouvrages d'art et de génie civil - Frais de remise en état - Destruction préventive – Décontamination - Frais de mise en conformité - Honoraires de bureau d'études - Frais de sondage - Honoraires d'expert - Honoraires de Conseil - Valeur à Neuf - Pertes indirectes forfaitaires - Ouverture d'appartement - consommation d'eau – Fuel - Services de secours- Déménagement et emménagement - Frais de démolition et de déblai - Frais de déplacement et de remplacement - Frais de clôture provisoire et de gardiennage - Assurances construction (TRC, RCMO, DO) - Pertes des loyers/pertes financières - Privation de jouissance ou pertes d'usage - Défense et recours - et d'une manière générale tous les frais nécessaires au maintien du service public.

RESPONSABILITES DIVERSES

- Garantie R.C du locataire à l'égard du propriétaire
- Garantie R.C du propriétaire à l'égard du locataire, délégataire, fermier ou exploitant
- Garantie R.C à l'égard des voisins et des tiers

PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) : GARANTIES OPTIONNELLES

- 1 – PSE 1 : Bris de machine sur informatique, matériel électronique, bureautique, vidéo, phonique et appareillages divers
- 2 – PSE 2 : Multirisque exposition type CLOU A CLOU
- 3 – PSE 3 : Pertes d'exploitation

I-2-2-7- LES MONTANTS

BÂTIMENTS & IMMOBILIERS (*)

Sans indication de somme et en valeur à neuf (y compris pour les bâtiments classés et/ou inscrits).

CONTENU (au sens large de la définition) (*)

Limite Contractuelle d'Indemnité par sinistre 12 000 000 € (y compris pour les bâtiments classés et/ou inscrits). Sans indication de somme et en valeur à neuf.

Toutefois, il est précisé que pour certaines garanties l'indemnité sera plafonnée à concurrence de :

- Assurance pour compte : 200.000 €.
- Objets confiés (sans recherche de responsabilité) : 150.000 €.
- Mobilier urbain : 300 000 € par sinistre (franchise en dommage collision sans tiers identifié 500 € ou franchise générale si supérieure).
- Bris de machine : 30 000 € par sinistre (franchise générale).
- Ouvrages d'art et génie civil (hors bâtiments) : 1.000.000 € par ouvrage (franchise 5.000 €).
- Équipements extérieurs paragraphe E-10 des garanties complémentaires : 100.000 €
- Collection (ne faisant pas l'objet d'une garantie optionnelle) : 100 000 € par sinistre dont 15.000 € maxi par objet.
- Objet d'art, objet précieux, objet de valeur : 100 000 € par sinistre dont 15.000 € maxi par objet
- Reconstitution d'archives y compris archives informatiques : 150 000 € par sinistre.
- Ruissellement des eaux (hors cat nat) : 200 000 € par sinistre (franchise 500 € ou franchise générale au contrat si supérieure)
- Glissements & affaissements de terrain (hors cat nat) : 1.000.000 € par sinistre (franchise 5.000 € ou franchise générale au contrat si supérieure)
- Effondrement (ouvrage > à 10 ans) : 1.000.000 € par sinistre (franchise 5.000 € ou franchise générale au contrat si supérieure)
- Les dommages causés par la menace d'effondrement ou le risque d'effondrement sont garantis à concurrence de 50.000 € après application d'une franchise de 5.000 € ou franchise générale au contrat si supérieure
- Tout sauf : 1.000.000 € par sinistre (franchise 5.000 € ou franchise générale au contrat si supérieure).
- Vol, vandalisme (*), détériorations, dégradations : 300 000 € par sinistre (franchise générale au contrat)
- Il est précisé que pour les espèces, titre et valeurs de toute sorte :
 - La garantie est acquise à concurrence de 30 000 €.
 - La garantie est acquise à concurrence de 500 € par régisseur (A propos des régisseurs, il est précisé que la garantie est étendue à leur domicile compris erreur de caisse avec application d'une franchise forfaitaire de 50 €).

(*) Au titre du vandalisme il sera fait application d'une franchise égale à :

Vandalisme extérieur sur bâtiments et ouvrages (auteur non identifié), franchise de 500 €

Vandalisme intérieur (sans effraction) : franchise de 500 €

Vandalisme sur mobilier urbain (auteur non identifié) : 500 €uros

RESPONSABILITÉ - DÉFENSE/RECOURS

Voir LCI pour les risques locatifs

Voir LCI pour les recours des locataires

Voir LCI pour les recours des voisins

80.000 € en défense/recours

GARANTIES OPTIONNELLES

(Voir I-2-2-9-5)

I-2-2-8- FRANCHISES (*)

L'assureur fera apparaître dans sa proposition les tarifications selon type de franchise :

GARANTIES DE BASE, COMPLÉMENTAIRES, ANNEXES

Formule 1 : SANS Franchise (*) sauf Cat Nat franchise légale par événement

Formule 2 : Franchise (*) de 200 € sauf Cat Nat franchise légale par événement

Formule 3 : Franchise (*) de 500 € sauf Cat Nat franchise légale par événement

(*) En dehors des franchises spécifiques et non cumulables

Les franchises spécifiques s'appliquent lorsque leurs montants sont supérieurs à ceux de la franchise générale. Si la franchise générale est supérieure aux franchises spécifiques, c'est la première qui s'applique ; SAUF DISPOSITION ECRITE CONTRAIRE, NOTAMMENT POUR LES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.

Il est expressément convenu que toute franchise s'applique par événement, quel que soit le nombre de bâtiments ou biens sinistrés au cours du même événement.

De même aucune franchise ne sera retenue tant sur les biens occupés par des tiers que sur les garanties recours.

RESPONSABILITÉS DIVERSES

- NEANT

PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

(Voir I- 2-2-9-5)

I-2-2-9- RISQUES GARANTIS & DEFINITIONS

I-2-2-9- 1 – GARANTIES DE BASE – CHAPITRES A, B, C, D.

CHAPITRE A-1 - INCENDIE - EXPLOSION – FOUDRE

①-EVENEMENTS ASSURES

La garantie porte sur tous dommages matériels directs ou indirects aux biens immobiliers et mobiliers résultant des événements suivants :

- L'incendie ou commencement d'incendie, des dégagements de fumées et/ou de chaleur quel qu'en soit la cause les explosions et les implosions de toute nature, la chute directe et indirecte de la foudre et leurs conséquences.

Cette garantie est acquise à concurrence de la valeur de reconstruction à neuf à l'identique.

②- *Sont exclus les dommages subis par les appareils électriques, à moins qu'ils ne soient causés par l'incendie ou l'explosion d'un objet voisin. Les risques électriques purs sont couverts par le chapitre A3 "Dommages électriques" ci-après.*

CHAPITRE A-2- EVENEMENTS CLIMATIQUES

①- OBJET DE LA GARANTIE

L'assureur garantit à concurrence des montants indiqués au chapitre "Incendie - Explosion - Foudre", les dommages matériels causés aux biens immobiliers et mobiliers par l'action :

- Du vent ou d'un choc d'un corps renversé ou projeté par le vent,
- De la grêle sur les toitures et bâtiments, du poids ou du glissement de la neige (ou de la glace) accumulée sur les toitures et du fait des avalanches,
- Des glissements et affaissements de terrain.

Lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent, brisent ou endommagent un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans la Commune du risque sinistré ou dans les Communes avoisinantes, et/ou également lors d'une manifestation violente d'un phénomène exceptionnel qu'il ne détruit qu'un seul ouvrage (exemple dit : du couloir).

En cas de besoin l'assureur pourra demander à l'assuré, à titre de complément de preuve soit :

- Une attestation de la station de la météorologie la plus proche, indiquant qu'au moment du sinistre le phénomène dommageable avait une intensité anormale,
- Un ou plusieurs témoignages de personnes non concernées par le bénéfice de la garantie,
- Une copie du support magnétique ou autre de la station météorologique de la collectivité (si celle-ci est équipée).

Cette garantie s'étend aux dommages de "mouille" causés par la pluie, la neige ou la grêle, lorsque cette pluie, cette neige ou cette grêle pénètre à l'intérieur du bâtiment renfermant les objets assurés, du fait de sa destruction partielle ou totale due à l'un des événements énumérés ci-dessus, à condition que les dommages de mouille aient pris naissance dans les 72 heures suivant le moment de la destruction partielle ou totale du bâtiment ou que des circonstances extérieures et involontaires de l'assuré aient empêché la mise sous protection. Cette garantie s'étend également aux frais accessoires de remise en situation d'origine.

Par ailleurs, il est convenu que la garantie objet du présent chapitre s'applique aussi, lorsqu'il n'y a pas dommages partiel ou total au reste du bâtiment :

a) Aux volets, persiennes, chéneaux, stores, enseignes, panneaux publicitaires, antennes de radio, de télévision, fils aériens et leurs supports.

- b) Aux éléments ou parties de construction ou de couverture des bâtiments assurés (y compris le mobilier urbain) constituant des vitrages (isolants ou non) en verre ou en matière plastique, y compris les vitraux, vasistas, vérandas, cette liste n'étant pas limitative.
- c) Aux préaux, hangars et tribunes en tout genre.
- d) Aux bâtiments couverts en matériaux légers (y compris toile, bâche, chapiteaux, bulles, cette liste n'étant pas limitative) lorsque ces installations répondent aux règles de l'art et qu'elles ont été conçues et réalisées à l'origine par une entreprise qualifiée.
- e) Aux ouvrages en cours de construction ou non et non entièrement clos, lorsque ces installations répondent aux règles de l'art et qu'elles ont été conçues et réalisées à l'origine par une entreprise qualifiée.

Cette garantie est acquise à concurrence de la valeur de reconstruction à neuf à l'identique.

2 - EXCLUSIONS

Sont toujours exclus, mais assuré au titre de la garantie bris de glaces les parois vitrées d'Abribus, des vitres de vérandas ou marquise, des panneaux solaires et cellules photovoltaïques.

Il est précisé cependant, que pour ce qui concerne les Abribus, vérandas, marquise, panneaux solaires et cellules photovoltaïques, lorsque leurs structures, encadrements et/ou éléments de charpente auront également été endommagés lors du même événement la garantie du présent chapitre sera acquise.

3 - DEFINITIONS

On entend par « corps renversé ou projeté » tous corps solides étrangers à la construction.

CHAPITRE A-3- DOMMAGES ELECTRIQUES

1 - DOMMAGES CAUSES AUX APPAREILS ELECTRIQUES ET/OU ELECTRONIQUES

L'assureur garantit les machines électriques, les transformateurs, les appareils électriques ou électroniques quelconques et leurs accessoires appartenant ou confiés à l'assuré, situés sur l'ensemble du territoire de cette collectivité, cette liste n'étant pas limitative contre :

- L'incendie, les explosions, les implosions de toute nature prenant naissance à l'intérieur de ces objets.
- Les dommages causés soit par l'action directe ou indirecte de l'électricité atmosphérique ou canalisée, soit par un accident dû à un fonctionnement électrique normal ou anormal.

Précision : Cette garantie est acquise à concurrence de la valeur de reconstruction à neuf à l'identique (F7) (Valeur neuf trois ans puis vétusté forfaitaire de 8 % l'an avec maximum 50 %).

Sont toujours exclus :

Les fusibles, les résistances, les lampes, les tubes électroniques de toute nature ainsi que les dommages dus à l'usure, au bris de machines ou à un fonctionnement mécanique quelconque.

2 - DOMMAGES AUX INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET/OU ELECTRONIQUES

L'assureur garantit les dommages aux installations électriques ou électroniques des bâtiments assurés, quelle que soit l'origine du sinistre.

Cette garantie est acquise à concurrence de la valeur de reconstruction à neuf à l'identique.

CHAPITRE A-4- CATASTROPHES NATURELLES

Loi N° 82 - 600 du 13 juillet 1982 (JO du 14 juillet 1982) codifiée par l'article 1^{er} du décret n° 85-863 du 2 août 1985 (JO du 15 août 1985). Articles L 125-1 et suivants du Code des Assurances.

1 - OBJET DE LA GARANTIE

La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs à l'ensemble des biens garantis par le contrat, ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

3 - ETENDUE DE LA GARANTIE

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence des limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

Cette garantie est acquise à concurrence de la valeur de reconstruction à neuf.

En complément des garanties de base, les garanties annexes I-2-2-9-3 chapitre F sont applicables.

4 - FRANCHISE

Le montant de la franchise est fixé par arrêté interministériel. **La franchise s'entend par événement.**

CHAPITRE A-5 - BRIS DE MACHINE

1 - EVENEMENTS ASSURES

La garantie porte sur les dommages quelle qu'en soit la cause, de tout équipement ainsi que ses accessoires dont la valeur à neuf unitaire élément par élément n'excède pas 10 000 €, provoqués par les bris internes ou destructions imprévues et soudaines (y compris pendant le transport, chargement, déchargement).

Cette garantie est accordée en valeur à neuf pendant 3 ans. Au-delà vétusté forfaitaire de 8% l'an avec maximum 50 % et application de l'ensemble des garanties annexes.

La garantie est étendue également au remboursement des frais qui pourront être engagés en accord avec l'assureur en cas de location en remplacement, dépannage, assistance, frais supplémentaires de fonctionnement.

Egalement et sur justificatifs, la garantie est étendue :

- Aux frais de remise en exploitation.

AUTRES SUGGESTIONS DE GARANTIES SUPPLEMENTAIRES ACCEPTEES.

2 - Sont toujours exclus :

- **Les dommages dus à l'usure de quelque origine qu'elle soit.**
- **Les dommages aux tubes, têtes de lecture, fusibles et batteries d'accumulateur sauf s'ils sont détruits lors d'un sinistre faisant l'objet d'une autre garantie (Incendie, dégâts des eaux, vol, etc....).**
- **Les dommages aux parties de matériels qui en raison de leurs fonctions, nécessitent un remplacement fréquent**

3 - Franchises

L'assureur fera apparaître dans sa proposition les tarifications selon type de franchise :

- Franchise : 500 €,

CHAPITRE B - DEGATS DES EAUX – DEGATS DES FLUIDES – DEGATS DES LIQUIDES

1 - EVENEMENTS ASSURES

La garantie est acquise pour les dommages causés par les eaux, fluides et liquides de toute nature et porte sur tous les dommages matériels aux biens immobiliers et mobiliers résultant des événements suivants :

- Les fuites ou débordements provenant des conduites d'adduction, de distribution ou d'évacuation, des installations de chauffage central et de tous appareils à effet d'eau, fluides et liquides de toute nature ou réservoirs et, plus généralement, de tous les équipements.
 - L'engorgement, le refoulement ou la rupture des châteaux, des gouttières, des canalisations d'eaux ou de conduites d'eaux usées ou égouts.
 - Le ruissellement des eaux dans les cours, jardins, voies publiques ou privées.
 - Les infiltrations des eaux quelle qu'en soit la cause ou l'origine, y compris à travers les murs et parois des bâtiments, **sauf les cas de défaut d'entretien évident.**
 - Le gel sur toutes conduites, appareils à effet d'eau, fluides et liquides de toute nature et installations hydrauliques situés à l'intérieur ou à l'extérieur des biens assurés.
 - Le dérèglement ou fuites des installations d'extincteurs automatiques.
 - Le remboursement des dommages, quelle qu'en soit la cause, occasionnés par tous fluides ou liquides aux biens assurés.
- La garantie est étendue aux frais de recherches de fuites quelle qu'en soit l'origine, notamment canalisations, infiltration...
Cette garantie est acquise à concurrence de la valeur de reconstruction à neuf.

2 - Sont toujours exclus :

- **Les dommages dus à l'humidité ou à la condensation.**
- **Les dommages provenant d'un manque de réparations indispensables, de la rouille, ou de la corrosion dues à l'usure ou à l'action normale de l'eau, de l'usure signalée ou connue des conduites, des tuyaux ou des appareils, si l'assuré n'y a pas porté remède dans un délai de 30 jours après en avoir eu connaissance (sauf cas de force majeure).**

CHAPITRE C - VOL – VANDALISME – DETERIORATION- DEGRADATION

EVENEMENTS ASSURES

La garantie du présent chapitre porte sur les dommages, détériorations, dégradations et les disparitions des biens immobiliers, mobiliers (y compris : les frais de remplacement de barillet à la suite de vol de clés), ouvrages et équipements publics (y compris mobiliers urbains et édifice rural) à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol, acte de vandalisme ou rixe commis dans ou sur les bâtiments ou constructions assurées.

En cas de vol, la garantie est accordée dans l'une des circonstances suivantes :

- A - Par effraction, escalade ou usage de fausses clés (articles 393- 397 - 398 du Code Pénal).
- B - Sans effraction s'il est établi que le voleur s'est introduit ou maintenu clandestinement dans les lieux.
- C - Avec menaces ou violences sur la personne.
- D - Pendant un incendie.
- E - Par les élus, préposés, salariés ou toute autre personne placée sous l'autorité ou le contrôle de la collectivité à la condition toutefois que le vol, la tentative de vol ou l'acte de vandalisme soit commis en dehors des heures de travail ou de service dans les cas et conditions définis aux paragraphes A et C, ci-dessus et sous réserve que le coupable fasse l'objet d'une plainte non retirée sans l'accord de l'assureur.

Il est précisé pour les espèces, titres et valeurs de toute sorte que la garantie est acquise dans les conditions suivantes :

- À l'intérieur des locaux lorsqu'ils sont placés dans des meubles fermés à clé en cas d'effraction de ces meubles, de leur enlèvement ou de menace ou agression, ou sortis pour les besoins du service.
- A l'extérieur des locaux, pendant leur transport sur la voie publique, ou détenu par un régisseur, en cas d'effraction, d'agression, menace ou force majeure (malaise, accident de la circulation).

Au titre de ce chapitre, et sous réserve que l'utilisateur ait contracté une assurance en bonne et due forme, sont également garanties les détériorations et dégradations immobilières ou mobilières suite à rixe ou acte de vandalisme commis dans ou sur les bâtiments ou constructions assurés lorsque lesdits locaux et leur contenu ont été mis à disposition soit d'une association ou de tiers.

Conformément à l'article 121-12 du Code des Assurances l'assureur est subrogé dans les droits et actions de la collectivité contre tout tiers responsable (voir clause de renonciation à recours - 1-2-2-3- ENGAGEMENTS DE L'ASSUREUR - paragraphe 3 renonciation à recours) afin de récupérer auprès du tiers responsable les fonds versés par lui au titre de cette extension.

FRANCHISES

La franchise s'entend par événement.

Franchise vandalisme extérieur sur bâtiments et ouvrages (auteur non identifié) : Franchise générale selon formule.

Franchise vandalisme sur mobilier urbain (auteur non identifié) : Franchise 500 € ou franchise générale au contrat si supérieur selon formule.

Franchise vol : Franchise générale selon formule.

Franchise vandalisme intérieur (sans effraction) : Franchise générale selon formule.

Exclusions : Ne sont jamais garantis : les tags et graffitis extérieurs.

CHAPITRE D - BRIS DES GLACES

① - EVENEMENTS ASSURES

La garantie porte sur les bris, quelle qu'en soit la cause, de tout produit verrier, ou similaire tels que vitraux ainsi que tous les matériaux remplissant les mêmes fonctions y compris enseignes lumineuses, les marbres, **sauf ceux servant au revêtement de sol**, panneaux solaires, cellules photovoltaïques - faisant partie des biens immobiliers, mobiliers et mobiliers urbains assurés.

Sont également couverts :

- Les frais de dépose, pose et transport, y compris tous frais supplémentaires annexes.
- Les inscriptions, décorations, gravures, lorsqu'elles sont détruites à la suite du bris du produit verrier sur lequel elles figurent.
- Les encadrements et supports faisant un ensemble avec le produit verrier (exemple du vélux ou baie vitrée).
- Les frais de clôture et de gardiennage provisoire et/ou de protection rendue nécessaire pour éviter une aggravation .
- Les frais de déplacements et de remplacement.

② - Sont toujours exclus :

- **Les rayures, ébréchures ou écaillures, ainsi que la détérioration des argentures ou des peintures autrement que par suite de bris.**
- **Les dommages survenus au cours de travaux (autres que ceux de simple nettoyage) effectués sur les objets assurés, sur leurs encadrements ou leurs agencements.**

③ -FRANCHISE BRIS DE GLACES

I-2-2-9- 2 – GARANTIES COMPLEMENTAIRES

CHAPITRE E – GARANTIES COMPLEMENTAIRES

E –1- APPAREILS DE NAVIGATION AERIEENNE

L'assureur garantit les dommages matériels causés aux biens assurés par le choc, la chute de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne, d'engins spatiaux ou d'objets tombant de ceux-ci (y compris météorites). Cette garantie est accordée en valeur à neuf et jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

E –2 -CHOC D'UN VEHICULE TERRESTRE

L'assureur garantit les dommages matériels causés aux biens assurés (bâtiments, mobiliers et mobiliers urbains, édifice rural, tout contenu en général) par le choc d'un véhicule terrestre **y compris lorsque les dommages sont provoqués par des tiers non identifiés**. Cette garantie est accordée en valeur à neuf et jusqu'à concurrence du montant des dommages réels. **Une franchise forfaitaire sur le mobilier urbain et édifice rural du montant de la franchise générale selon la formule choisie restera à la charge de l'assuré lorsque l'auteur du choc n'est pas identifié.**

E –3 -MUR DU SON

L'assureur garantit les dommages matériels causés aux biens assurés par le franchissement du mur du son. Cette garantie est accordée en valeur à neuf et jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

E-4 - GREVES, EMEUTES, MOUVEMENTS POPULAIRES, ACTES DE VANDALISME ET DE MALVEILLANCE, ATTENTATS Y COMPRIS ACTES DE TERRORISME ET DE SABOTAGE (Loi du 9 Septembre 1986).

EVENEMENTS ET ASSURES

L'assureur garantit les dommages, autres que ceux résultant d'un vol ou de l'un des événements visés au paragraphe « EXCLUSIONS » ci-après, causés aux biens assurés à l'occasion d'actes de vandalisme, de malveillance, de grèves, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage et d'attentats.

EXCLUSIONS :

Ne sont pas couverts au titre de la présente garantie les dommages qui, dans leur origine entendue, résultent directement ou indirectement d'une guerre étrangère.

Le vol des biens commis à la faveur d'émeutes ou de mouvements populaires, sauf s'ils relèvent de la loi du 9 septembre 1986 concernant les actes de terrorisme et d'attentats.

Cette garantie est accordée en valeur à neuf et jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

E –5 - CHUTE D'ARBRES – FRAIS DE REMISE EN ETAT

L'assureur garantit le remboursement des frais de remise en état de la voirie ou terrain ainsi que toutes conduites souterraines par suite de dommages matériels subis par la végétation et/ou plantation et résultant d'un des événements garantis au contrat et notamment les frais et conséquences de déblai d'arbres abattus par le vent, lorsqu'ils sont situés dans l'enceinte des bâtiments assurés et à leurs abords immédiats.

Cette garantie est accordée en valeur à neuf et jusqu'à concurrence du montant des dommages réels dans la limite de 50.000€. L'assureur garantit à concurrence des montants indiqués au chapitre "Incendie - Explosion - Foudre", les dommages matériels causés aux biens immobiliers.

E-6 --- EFFONDREMENT

L'assureur garantit les dommages subis par les biens assurés à la suite d'effondrement total ou partiel des biens immobiliers objet du présent dossier. **Cette garantie devra s'exercer sous la forme « tout sauf » après application d'une franchise de 5.000 € ou franchise générale au contrat si supérieure.**

E-7 – Réseaux enterrés

L'assureur garantit les dommages subis par les réseaux enterrés à proximité immédiate dans la limite d'une distance de plus ou moins 20 mètres des biens assurés **Cette garantie devra s'exercer sous la forme « tout sauf » après application de la franchise générale au contrat.**

E–8 – TOUT SAUF – TOUS AUTRES EVENEMENTS NON DESIGNES à concurrence de 1.000.000 €. Ce volet « TOUT SAUF » ne rachète ni ne déroge aux autres garanties souscrites.

La garantie porte sur les dommages matériels causés directement ou indirectement aux biens assurés par tous les autres risques et périls non désignés au présent contrat provenant de tous événements dommageables, **A L'EXCLUSION DES BIENS ET EVENEMENTS CI-APRES :**

BIENS NON GARANTIS :

- Les animaux, les prairies, terrains, récoltes, bois sur pied, taillis, plantes, arbres,
- Les biens meubles en plein air résultant de l'exposition aux seuls événements suivant : pluie, sable, poussière, neige, les appareils de navigation aérienne et de navigation à flot,
- Les digues, canaux, tunnels ou ponts empruntés par le trafic des véhicules, les docks et jetées ne formant pas partie de bâtiments,
- Les véhicules à moteur et les remorques, soumis à l'obligation d'immatriculation, hors de l'enceinte des établissements assurés.

EVENEMENTS EXCLUS :

Les dommages, pertes ou frais :

- Occasionnés par la guerre étrangère et la guerre civile. Il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte d'un de ces événements.
- Dus par la corrosion, l'oxydation lente, l'évaporation, l'altération de couleur, le changement de température (autre que le gel).
- La contamination, les vermines, la poussière, le vieillissement naturel.

Toutefois, restent couverts le nettoyage et l'élimination des dépôts sur les biens garantis, ainsi que les frais de destruction ou de neutralisation d'un bien garanti après une contamination occasionnée par une substance toxique suite à un événement garanti ; de même que cette exclusion ne jouera pas si les événements ci-dessus ont été directement causés par un dommage matériel non exclu par cette police.

- Dus à l'usure naturelle ou anormale de quelle qu'origine qu'elle soit. Cette exclusion se limite à la chose usée. Les effets de l'usure anormale ou accidentelle restent garantis.
- Consécutif à la pollution de l'air, de l'eau et du sol. Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas si la pollution résulte d'un événement garanti par le présent contrat.
- Qui sont la conséquence de la mise sous séquestre, saisie ou destruction en vertu de règlements de douane ou de quarantaine, destruction, confiscations par ordre des Autorités Civiles ou Militaires.
- Destinés à remédier aux fissurations, contractions, tassements, gonflements dans les bâtiments et leurs fonctions.
- Les contraventions, amendes et pénalités légales.
- Dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de la transmutation du noyau de l'atome ou de la radioactivité ainsi que ceux dus aux effets radiation provoqués par l'accélération de particules.

Toutefois, demeurent garantis les dommages directs causés par un incendie ou explosion résultant d'une réaction ou d'une radiation nucléaire, ou d'une contamination radioactive.

- Relevant de l'assurance construction obligatoire découlant de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 (Loi SPINETTA). Toutefois, la garantie demeure acquise après application des dispositions de la loi ci-dessus pour la part des dommages ne faisant pas l'objet de cette obligation légale.
- Les dommages corporels, c'est à dire l'atteinte à l'intégrité physique des personnes.
- Les dommages causés par les fraudes de toutes natures, les dommages de pollution et de contamination.

Franchise : Fixe 5.000 €.

E-9 – DOMMAGES AUX MARCHANDISES ENTREPOSEES EN CONGELATEURS ET OU CHAMBRES FROIDES

L'assureur garantit les dommages subis par les marchandises et/ou biens entreposés en congélateurs et ou chambres froides résultant de la variation de température. **Cette garantie devra s'exercer sous la forme « tout sauf ».**

Cette garantie est accordée en valeur à neuf et jusqu'à concurrence d'un 1^{er} risque de 2000 € avec franchise fixe forfaitaire de 200 €.

E-10- OUVRAGES ET EQUIPEMENTS DIVERS EXTERIEURS AUTRES QUE BATIMENTS, MOBILIER URBAIN OU NON-INSCRITS AU PARAGRAPHE « OUVRAGES D'ART ET GENIE CIVIL »

Il s'agit notamment des armoires techniques, compresseurs, moteurs, installations de traitement eau potable, pompes...etc. Cette liste n'est pas limitative.

Evènements assurés selon chapitres A-, A-2, A-3, A-4, B, C, E, F.

E-11 – OUVRAGES D'ART ET GENIE CIVIL

L'assureur garantit tant les dommages subis par les ouvrages d'art et de génie civil que par les conséquences d'un dommage avoisinant.

Cette garantie est accordée en valeur à neuf et jusqu'à concurrence d'un 1^{er} risque de 1.000.000 €.

Franchise fixe : 5.000€

Pour les ouvrages d'une valeur à neuve inférieure à 50 000 €, la franchise applicable sera de 1 000 €

I-2-2-9- 3 – GARANTIES ANNEXES

CHAPITRE F – GARANTIES ANNEXES

F-1 - DESTRUCTION PREVENTIVE - DECONTAMINATION - DEPOLLUTION

L'assureur garantit le remboursement des frais de démolition, et de déblai en cas de destruction préventive ordonnée par les pouvoirs suite à un sinistre. L'assureur garantit également le remboursement des frais de dépollution et/ou décontamination de toute substance toxique résultant d'un sinistre. L'assureur garantit également le remboursement des frais de dépollution et/ou décontamination de toute substance toxique résultant d'un événement extérieur et ou accidentel. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages ou frais réels.

F-2 - FRAIS DE MISE EN CONFORMITE

L'assureur garantit le remboursement des frais engagés par l'assuré et nécessités par une mise en état des lieux en conformité avec la législation et la réglementation en matière de construction, en cas de reconstruction ou de réparation de l'immeuble à la suite d'un sinistre garanti (notamment concernant l'amiante). Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

F-3 - HONORAIRES DE BUREAU D'ETUDES

L'assureur garantit le remboursement des honoraires de bureaux d'étude, de décorateurs, de contrôle technique et d'ingénierie dont l'intervention serait nécessaire à la suite d'un sinistre garanti.

L'indemnité ne peut être supérieure à 10 % de l'indemnité afférente aux dommages matériels ayant affecté les bâtiments, ni au montant des honoraires effectivement payés.

F-4 - FRAIS DE SONDAGE

L'assureur garantit le remboursement des frais de sondage des conduits de cheminées, qu'ils permettent ou non de constater un dommage, et consécutifs à une déclaration de sinistre garanti. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

F-5 - HONORAIRES D'EXPERT

L'assureur garantit le remboursement des Frais et honoraires d'expert choisi par l'assuré et nommé par lui lors d'un sinistre garanti y compris au titre des options. Ces frais et honoraires pourront faire l'objet d'une mise en concurrence en respect des règles applicables aux Marchés Publics. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des frais réels, et ne pourront en aucun cas excéder le barème de l'Union Professionnelle des Experts UPEMEIC.

F-6 - HONORAIRES DE CONSEIL

L'assureur garantit le remboursement des Frais et honoraires de Conseil choisi par l'assuré et nommé par lui lors d'un sinistre garanti. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels et ne pourront excéder 5 % du montant du sinistre.

F-7 - VALEUR A NEUF- FRAIS DE RECONSTITUTION

Rappel : Toutes les garanties du contrat y compris les options (lorsqu'elles sont souscrites) sont étendues à la dépréciation de valeur causée par l'usage aux biens assurés.

Par dérogation les biens sinistrés sont indemnisés sur la base de leur valeur de reconstruction et/ou de remplacement à l'identique au prix du neuf au jour de la reconstitution. Le paiement de l'indemnité se fera en deux temps : 1) valeur vétusté déduite, 2) complément valeur à neuf – frais de reconstitution. **Toutefois, le complément d'indemnité qui résulte de cette garantie ne peut être supérieur au tiers de cette valeur de reconstitution ou de remplacement à neuf.**

Ce complément d'indemnité n'est dû que si la reconstitution des bâtiments, ou le remplacement, en ce qui concerne le mobilier ou le matériel, est effectué, sauf impossibilité absolue (bâtiment frappé d'alignement, construit sur terrain d'autrui) ou sauf nécessité du Service Public, **DANS UN DELAI MAXIMUM DE 3 ANS A COMPTER LA DATE DE L'ACCORD ENTRE ASSUREUR ET ASSURE** (SAUF SUGGESTIONS TECHNIQUES IMPREVUES) et pour les biens immobiliers sur l'emplacement ou dans le périmètre de l'agglomération des biens sinistrés, sans qu'il soit apporté de modification importante à sa destination initiale (sauf si la modification apportée est effectuée en accord de l'assureur).

Ce complément d'indemnité n'est payé qu'après reconstitution et/ou remplacement des biens assurés, sur justification de travaux et/ou par la production de mémoires ou factures. Il tient compte des conséquences de l'inflation survenant entre le jour du sinistre et celui de la reconstitution.

F-8 - PERTES INDIRECTES FORFAITAIRES

L'assureur garantit l'indemnisation des pertes indirectes ou frais personnels pouvant incomber à l'assuré. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels par la production de mémoires (*) et ne pourra cependant pas être supérieur à 20 % de l'indemnité versée par l'assureur au titre des dommages directs, dont 10 % à titre forfaitaire.

(*) Sont inclus au titre de cette garantie les frais directs ou indirects liés à l'application des textes en vigueur.

Cette extension de garantie ne s'applique en aucun cas aux risques de responsabilités.

F-9 - OUVERTURE D'APPARTEMENT, CONSOMMATION D'EAU, D'ENERGIE

L'assureur garantit :

- Le remboursement des frais engagés par l'ouverture de locaux occupés par des tiers dans lequel un sinistre (ou signalé comme tel) a pris naissance en l'absence de ses occupants. L'initiative de l'intervention (y compris extérieure) ayant été prise en vue de limiter les conséquences de dommages.
- Le remboursement des frais provoqués par l'ouverture de locaux occupés par des tiers dans lequel un sinistre (ou signalé comme tel) a pris naissance en l'absence de ses occupants. L'initiative de l'intervention (y compris extérieure) ayant été prise en vue de limiter les conséquences de dommages.
- Le remboursement des frais supplémentaires de consommation d'eau résultant ou non d'une fuite consécutive à un sinistre garanti, sur une canalisation située au-delà du compteur général.
- Le remboursement des frais supplémentaires de consommation d'énergie rendue nécessaire pour la sauvegarde des biens en vue de limiter les conséquences de dommages.

Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels à concurrence de 35.000 € (sauf consommation d'eau 7.500 €).

F-10 - SERVICES DE SECOURS

L'assureur garantit le remboursement des dommages de toute nature, causés par les interventions des services de police, de secours et de sauvetage. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

F-11 - DEMENAGEMENT ET EMMENAGEMENT

L'assureur garantit le remboursement des dommages matériels causés aux biens immobiliers et mobiliers assurés, provoqués par un tiers identifié, à l'occasion d'un déménagement et/ou emménagement (consécutif à un sinistre garanti). Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels sans pouvoir excéder 150.000 €. L'assureur pourra exercer son droit de recours à l'encontre du tiers identifié quel qu'il soit.

F-12 - FRAIS DE DEMOLITION ET DE DEBLAI

L'assureur garantit le remboursement des frais de démolition des bâtiments, de déblai des décombres et corps étrangers à la suite d'un sinistre garanti, dans le cadre des mesures préparatoires à la remise en état des biens sinistrés. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

F-13 - FRAIS DE DEPLACEMENT, REMPLACEMENT ET AMENAGEMENT

L'assureur garantit le remboursement des frais engagés par l'assuré pour le déplacement, remplacement des biens mobiliers assurés dans le cas où le déplacement ou remplacement serait rendu indispensable pour effectuer aux biens assurés des réparations nécessitées par un sinistre garanti. Il en est de même de la prise en charge d'aménagements de locaux rendus nécessaires à l'exploitation normale de l'activité. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

F-14 - FRAIS DE CLOTURE PROVISOIRE ET DE GARDIENNAGE

L'assureur garantit le remboursement des frais de clôture provisoire et de gardiennage engagés par l'assuré et rendus nécessaires à la suite d'un sinistre garanti. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

F-15 - ASSURANCES CONSTRUCTION

L'assureur garantit le remboursement des souscriptions d'assurances construction prises à l'initiative de l'assuré. Il s'agit notamment des contrats Tous risques chantier, Dommages ouvrage et RC Maître d'ouvrage.

Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant réel et sur justificatif sans toutefois dépasser 2,5% (avec un minimum de 5 000 €, l'indemnité ne pouvant être supérieure au montant de primes effectivement payé).

F-16 - PERTES DES LOYERS- PERTES FINANCIERES

L'assureur garantit le remboursement du montant des loyers et/ou pertes financières auxquels il peut prétendre et qu'en tant que propriétaire il peut se trouver privé, à la suite d'un sinistre garanti affectant directement les biens sinistrés, durant le temps nécessaire pour la remise en état des lieux (y compris le temps nécessaire à une tierce expertise éventuelle). Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

Cette garantie ne s'applique pas aux locaux vacants au moment du sinistre ni au défaut de location ou d'occupation après l'achèvement des travaux de remise en état sauf dans le cas de fourniture d'énergie.

F-17 - PRIVATION DE JOUISSANCE OU PERTES D'USAGE

L'assureur garantit le remboursement du montant de la perte de la valeur locative résultant de l'impossibilité pour l'occupant d'utiliser tout ou partie de ses locaux, lorsque cette impossibilité résulte d'un sinistre imputable à l'immeuble et garanti. De même l'assureur garantit le remboursement des frais d'aménagement engagés par l'assuré d'un local identique. Cette garantie est accordée jusqu'à concurrence du montant des dommages réels.

Cette garantie ne s'applique pas aux locaux vacants au moment du sinistre, ni au défaut d'occupation après achèvement des travaux de remise en état.

F-18 – FRAIS SUPPLEMENTAIRES D'EXPLOITATION – PERTES DE RECETTES

L'assureur garantit le remboursement des frais supplémentaires engagés à la suite de dommages garantis pour permettre à l'assuré la continuité de l'activité sinistrée et la continuité du service public.

L'assureur garantit la perte de recettes liée à l'interruption ou à la réduction de l'activité suite à un sinistre garanti.

La durée d'indemnisation est prévue pour 24 mois à compter de la date de survenance du sinistre et dans la limite de 150.000 €.

I-2-2-9- 4 – RESPONSABILITE CIVILE

CHAPITRE G - RESPONSABILITE CIVILE – DEFENSE/RECOURS

(Règles du Code civil et règles de droit administratif)

G-1 - R.C DU LOCATAIRE A L'EGARD DU PROPRIETAIRE

Cette assurance garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut incomber au locataire ou occupant à l'égard du propriétaire. La garantie est acquise également pour le matériel et le mobilier loués ou mis à la disposition de l'assuré et contenus dans les bâtiments assurés.

G-2 - R.C DU PROPRIETAIRE A L'EGARD DU LOCATAIRE, DELEGATAIRE, FERMIER, EXPLOITANT

Cette assurance garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut incomber au propriétaire à l'égard du locataire, délégataire, fermier, exploitant ou occupant. La garantie est étendue aux frais de déplacement et de relogement du locataire ou occupant, au trouble de jouissance subi par un des colocataires, aux dommages immatériels qui sont la conséquence directe et immédiate des dommages matériels garantis.

G-3 - R.C A L'EGARD DES VOISINS ET DES TIERS

Cette assurance garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut lui incomber à l'égard des voisins et des tiers.

G-4 - R.C DU FAIT DES BATIMENTS

Cette assurance garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut lui incomber du fait des bâtiments et ouvrages dont il a la propriété ou la garde. Cette garantie intervient en complément ou à défaut de l'intervention de l'assureur de responsabilité générale de l'assuré.

G-5 - DEFENSE /RECOURS

DEFENSE

L'assureur garantit la défense de la **Commune de MARTILLAC lorsqu'elle** est citée devant un tribunal à la suite de dommages garantis par le contrat.

RECOURS

L'assureur réclame à ses frais, à l'amiable ou judiciairement, le montant du préjudice ou des dommages subis par le patrimoine de la **Commune de MARTILLAC y compris lorsque l'assureur n'est pas intervenu du fait de la franchise**, à la suite d'un dommage ayant atteint les biens de la Collectivité et qui engage la responsabilité d'un tiers identifié ou lorsqu'il est identifié.

I-2-2-9- 5 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES « GARANTIES OPTIONNELLES »

CHAPITRE H – GARANTIES OPTIONNELLES

I-2-2-9- 5 1 – PSE 1 : BRIS DE MACHINE INFORMATIQUE, MATERIEL ELECTRONIQUE, BUREAUTIQUE, VIDEO, PHOTO, SONORISATION, STATION METEO et APPAREILLAGES DIVERS

① - EVENEMENTS ASSURES

Moyennant souscription et cotisation spécifique, la garantie est étendue aux dommages matériels subis en tous lieux par :

- Le matériel informatique (y compris portable), et son environnement.
- Les supports informatiques d'informations.
- Les photocopieurs, les installations électroniques, téléphoniques, de sonorisation, télésurveillance et tous appareillages divers (cette liste n'étant pas limitative).

Dont la valeur à neuf unitaire, élément par élément n'excède pas 30.000 €, provoqués par les bris et destructions imprévus et soudains (y compris pendant le transport, chargement, déchargement).

Cette garantie est accordée en valeur à neuve pendant 3 ans. Au-delà vétusté forfaitaire de 8% l'an avec maximum 50 % et application de la garantie annexe F7.

La garantie est étendue également au remboursement des frais qui pourront être engagés en accord avec l'assureur en cas de location en remplacement, dépannage, assistance, frais supplémentaires de fonctionnement, frais de reconstitutions d'archives et d'informations.

Egalement et sur justificatifs, la garantie est étendue :

- Aux frais de remise en exploitation y compris suite à virus informatiques pour un montant de 20.000 €
- Également suite à fraude informatique et/ou détournement de fichiers pour un montant identique de 80.000 €

AUTRES SUGGESTIONS DE GARANTIES SUPPLEMENTAIRES ACCEPTEES.

② - Sont toujours exclus :

- **Les dommages dus à l'usure de quelque origine qu'elle soit.**
- **Les dommages aux tubes, têtes de lecture, fusibles et batteries d'accumulateur sauf s'ils sont détruits lors d'un sinistre faisant l'objet d'une autre garantie (Incendie, dégâts des eaux, vol, etc....).**
- **Les dommages aux parties de matériels qui en raison de leurs fonctions, nécessitent un remplacement fréquent**

③ - Franchises

L'assureur fera apparaître dans sa proposition les tarifications selon type de franchise :

- Franchise : 500 €

I-2-2-9- 5 2 – PSE 2 : MULTIRISQUE EXPOSITION « garantie de type CLOU à CLOU » SANS OBJET

① - EVENEMENTS ASSURES

Moyennant souscription et cotisation spécifique, la garantie est étendue aux dommages matériels subis par les œuvres de toutes sortes à l'occasion d'expositions. Il s'agit d'une garantie de type CLOU à CLOU « tout sauf ».

Cette garantie accordée à concurrence de 10 000 € est acquise par manifestation forfaitairement et pour 6 manifestations l'an. L'assuré s'engageant à prévenir l'assureur pour toute manifestation supplémentaire ou de valeur supérieure.

② - Franchise

L'assureur fera apparaître dans sa proposition les tarifications selon type de franchise fixe forfaitaire 500 €.

A noter que l'assureur fournira chaque début d'exercice et automatiquement une attestation spécifique à cette garantie et précisant les montants couverts.

I-2-2-9- 5 3 – PSE 3 : PERTE D'EXPLOITATION : SANS OBJET

① - objet de la garantie

Moyennant souscription et cotisation spécifique, la garantie Pertes d'Exploitation a pour objet d'assurer la protection financière de la Collectivité dans le cadre de l'exploitation de l'équipement suivant : en couvrant les charges de personnel des agents affectés au fonctionnement de cet équipement et des autres charges fixes de son exploitation en cas de sinistre garanti au titre des événements ci-après. Sont aussi couverts au titre de cette garantie l'ensemble des frais supplémentaires d'exploitation, nécessaire au maintien en exploitation de cet équipement, consécutifs à un sinistre garanti.

② - EVENEMENTS ASSURES

- Ceux des CHAPITRES A – B – C – D – E – ainsi qu'aux fermetures sur décision administrative quelle qu'en soit la cause et ne dépendant pas de l'assuré.

② - Durée de l'indemnisation

- **24 mois, sauf pour les chapitres D (Bris des glaces), A3 (Dommages électriques) et A5 (Bris de machine) 3 mois et sauf fermeture administrative 12 mois.**

③ - Franchise

L'assureur fera apparaître dans sa proposition les tarifications tenant compte d'une franchise fixe de 3 jours ouvrés.

I-2-2- 10- ON ENTEND PAR :

I-2-2- 10-a Biens immobiliers :

L'ensemble des biens immobiliers, leurs embellissements, qu'ils soient en propriété, location, occupés ou non par la collectivité et pour lesquels la collectivité a le titre de gardien, d'usager, d'exploitant, compris immeuble de rapport même mis en location-vente ou crédit-bail et bâtiments transférés dans le cadre des articles L 1321 & suivants du CGCT Loi 1983-8 du 7 janvier 1983.

Sont également réputés Biens immobiliers : Les dépendances quel qu'en soit la nature ou l'usage, ainsi que tous les aménagements, tous équipements publics à poste fixe (à l'intérieur ou à l'extérieur) tels que: préau, véranda, panneaux solaires, cellules photovoltaïques, kiosques, abris de toute sorte, armoire d'éclairage, armoire et/ou abris de régularisation de feux tricolores ou de signalisation, stations de relèvement, les armoires techniques, compresseurs, moteurs, installations de traitement eau potable, pompes et les équipements extérieurs autres que mobilier urbain et ouvrages non décrits au chapitre « ouvrage d'art et génie civil », etc. Cette liste n'est pas limitative.

les clôtures et enclos de toute nature (à l'exception des haies et délimitations naturelles) et, plus généralement, tout ce qui se trouve implanté sur le site et terrain de l'institution publique... Les garanties sont étendues aux dommages subis à la voirie, parking et terrain de sport même s'ils ne sont pas désignés à l'annexe (Etat du Patrimoine).

I-2-2- 10-b Biens mobiliers :

Tous les biens appartenant, utilisés ou loués par l'assuré situés à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions et des bâtiments autres que ceux définis à la rubrique « Biens immobiliers » tels que les meubles, les marchandises, approvisionnements, récoltes (**exclusions des récoltes sur pieds**), les matériels et appareils divers, équipements hi-fi, vidéo, sonorisation, les engins, machines non automoteur, les approvisionnements, les espèces, titres et valeurs de toute sorte, biens transférés dans le cadre des articles L 1321 & suivants du CGCT Loi 1983-8 du 7 janvier 1983, etc, sans que cette liste soit limitative (*Compris biens confiés, biens loués et /ou biens propriétés de la collectivité entreposés ou mis à disposition des agents, élus et/ou tiers*).

I-2-2- 10-c Mobiliers urbains & édifices ruraux :

Même s'ils ne sont pas désignés à l'annexe (Etat du Patrimoine), les garanties sont étendues aux dommages subis par tous mobiliers urbain, édifices ruraux et en général tous biens extérieurs, propriétés de la collectivité, qu'ils soient situés sur son domaine public. Sont également garantis les dommages subis par le mobilier et/ou matériel situé à l'intérieur des dits mobiliers urbains et édifices ruraux. Sont considérés comme mobiliers urbains ou édifices ruraux sans pour autant que cette liste soit limitative, tous équipements publics à poste fixe et situés à l'extérieur tels que : l'éclairage et son appareillage, candélabre, réverbères, projecteurs, feux et poteaux de signalisation (y compris électrique et/ou électronique), panneaux d'affichage publicitaire ou non et/ou de signalisation, monuments, calvaire, columbarium, totem, statues, autres sculptures, puits, lavoirs, fontaines, croix et calvaires, puits de toutes sortes, journaux lumineux, appareillages divers, miroirs de carrefour, bornes d'incendie, horodateurs, parcmètres, composteurs, barrières, portiques, détecteurs, glissières de sécurité, bornes et plots de sécurité et/ou stationnement, aires de jeux, city stade, mobilier extérieur de pique-nique (tables, banc...), bornes en tous genres, bennes, conteneurs, d'apport volontaires de déchets, défibrillateurs situés sur la voie publique. Pour les plantations et massifs autres que naturels seules les garanties incendie et explosions consécutives à un sinistre ayant atteint les biens garantis ou proches sont accordées.

I-2-2- 10-d Objets précieux, objets de valeur :

Sont considérés comme précieux, ou de valeur tout bien mobilier ou objet (autre que faisant partie d'une collection dans le cadre d'un musée, ou professionnel) d'une valeur supérieure à 10.000 € unitairement.

I-2-2- 10-e Recherches de fuites :

Les travaux pris en charge sont ceux qui s'avèrent strictement nécessaires à la localisation des fuites, dès lors que ces fuites ne peuvent être décelées sans l'exécution de ces travaux (quelle qu'en soit l'origine). **En aucun cas cette garantie ne peut être utilisée pour financer la réparation ou le remplacement des biens à l'origine du sinistre.**

I-2-2- 10-f Assurance des ouvrages d'art et de génie civil :

La garantie porte sur les ouvrages d'art et de génie civil définis ci-après :

Ouvrages d'art : les ponts, les couvertures de cours d'eau, les viaducs, les passerelles, les tunnels routiers et ferroviaires, les passages souterrains, les réservoirs et châteaux d'eaux ainsi que les murs de soutènement ne constituant pas l'accessoire du bâtiment. **Demeurent toujours exclus : les barrages, les structures de téléphériques, de télésièges et des remontes pentes.**

Génie civil : Les usines de traitement d'eau, de résidus urbains, de déchets industriels et d'effluents, les cheminées industrielles, les réfrigérants, les unités de stockage (silos, cuves, réservoirs et citernes), les ouvrages d'art du réseau routier et autoroutier.

Demeurent toujours exclus : les centrales énergétiques, les ouvrages d'installations minières, les plates-formes en mer, les ouvrages maritimes, les chaussées et équipements annexes du réseau routier et autoroutier, les pistes d'aéroports et d'aérodromes.

Précision : Lorsque les ouvrages d'art et de génie civil comportent une partie de bâtiments, ceux-ci sont assurés au titre de la garantie de base des bâtiments dès lors que leur superficie est prise en considération.

I-2-2- 10-g Vol- Effraction- Vandalisme:

Vol : Toute appropriation de la chose appartenant à autrui contre le gré de son propriétaire ou légitime détenteur caractérise la soustraction frauduleuse constitutive de vol, quel que soit le mobile qui a inspiré son auteur. Est considéré « vol ou tentative », lorsque l'une des cinq conditions ci-dessous est réalisée :

- Une soustraction (ou tentative) frauduleuse et à l'insu du propriétaire,
- Une intention frauduleuse de l'auteur du vol,
- Que le bien puisse être soustrait de manière frauduleuse,
- Que le bien volé appartienne à autrui,
- Détériorations causées par les cambrioleurs (effraction ou tentative).

Effraction : Forcement ou destruction de tout dispositif de fermeture ou de toute espèce de clôture et ou enclos. Est assimilé à l'effraction l'usage de fausses clés, de clés indûment obtenues ou de tout instrument pouvant être frauduleusement employé pour sanctionner un dispositif de fermeture sans le forcer, ni le dégrader.

Vandalisme : Acte volontaire ou incivilité commis dans ou sur les bâtiments, constructions, ouvrages et mobiliers urbains se traduisant par des dégradations, destructions totales ou partielles de biens sans soustraction frauduleuse.

I-2-2- 10-h Franchise atteinte ou relative :

Les sinistres d'un montant égal ou supérieur à la franchise atteinte ou relative sont indemnisés intégralement.

I-2-2-11 – OBJETS CONFIES

Est considéré comme objet confié tout objet, meuble ou immeuble dès lors qu'il se trouve en possession de la collectivité, de ses agents, élus et/ou bénévoles qu'il y ait ou non une quelconque utilisation.

I-2-2-12 – GESTION

Conformément aux articles L-114 & suivants du Code des Assurances, toute action dérivant de ce marché est prescrite par deux ans à compter de l'événement qui lui donne naissance. A noter que ce délai ne court en cas de sinistre que du jour où (s'ils l'ont ignoré jusque-là), l'assuré ou l'assureur en ont eu connaissance. La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, une action en justice, désignation d'un expert après sinistre, envoi d'une lettre recommandée par l'assuré à l'assureur valant mise en demeure de paiement de l'indemnité.

Si l'assureur entend user de la prescription biennale prévue aux articles L-114 & suivants du Code des Assurances, il devra informer le bénéficiaire de la garantie dans des délais suffisamment corrects afin que ce dernier puisse prendre les mesures adéquates.

I-2-2-13 – CHOIX DE L'AVOCAT ET DE L'EXPERT

Dès lors que la garantie sera mise en cause, les bénéficiaires de la garantie auront libre choix de l'avocat ou de la personne qualifiée pour défendre leurs intérêts. Le remboursement à hauteur des montants de garantie ci-avant s'effectuera TVA comprise et en conformité de la Loi n° 2007-210 du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance protection juridique.

L'assureur accepte la possibilité de saisine d'un expert ou d'un avocat par la Collectivité dans la liste fournie par l'assureur.

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

Commune de MARTILLAC LOT N° 1

Dommages aux biens & Annexes

ASSURE :

La COMMUNE DE MARTILLAC 33650

Représentée par son Maire en Exercice

ADRESSE :

14 AVENUE CHARLES DE GAULLE 33650 MARTILLAC

PERSONNALITE COMPETENTE :

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

ORDONNATEUR :

M. Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

Centre des Finances Publiques de CASTRES sur GIRONDE 33640

ARTICLE 1 – CONTRACTANT :

Je soussigné,

Nom, Prénom : (*)

(Ci-dessus : référence de la personne habilitée par le porteur de risques.

Si intermédiation N° ORIAS : (*) joindre justificatif)

Adresse professionnelle :

Téléphone : Télécopie : Email :

Agissant au nom et pour le compte de :

L'Entreprise d'assurance.

(Circulaire du 24 décembre 2007 - Rôle des Intermédiaires).

Forme juridique : Capital :

Siège social :

Téléphone : Télécopie : Email :

Immatriculation INSEE : SIRET : « APE » :

N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés

Agréments en cours de validité délivrés le

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières de l'assurance « Dommages aux biens & annexes » et des documents qui y sont mentionnés.

Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations exigées par le Code de la Commande Publique, m'engage, sans réserve et conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date de remise des offres sans actualisation quel que soit la sinistralité entre la date de lancement de la présente procédure objet de la consultation, de l'offre, et la date d'effet du marché.

ARTICLE 2 – OBSERVATIONS / PROPOSITIONS DIFFÉRENTES :

Elles ne peuvent faire l'objet que sous la forme d'une annexe du présent acte d'engagement avec une énumération précise et exhaustive prenant référence aux besoins à satisfaire de la collectivité objet du dossier de consultation. Elles doivent être rédigées avec précision, numérotées et établies sur papier à en-tête joint au présent acte d'engagement.

Nombre d'observations et /ou propositions différentes :

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT

Le signataire de la présente proposition certifie avoir placé aux conditions ci avant l'intégralité du contrat.

Le signataire de la présente proposition engage la responsabilité de l'assureur qu'il représente sur cet engagement.

ARTICLE 4 – PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit compte ouvert :

- Titulaire du compte :
(Ci-dessus : référence de la personne habilitée à percevoir le paiement)
- domiciliation :
- IBAN :
- BIC :

ARTICLE 5 – TARIFICATION

Il est rappelé que chaque entité recevra un quittance distinct.

La prime annuelle Tous Frais Compris est réputée comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que les frais d'émission de la police.

Surface de référence : 9122 M2

Prise en compte du nombre de sapeurs-pompiers volontaires selon l'article article L.723-19 du code de la sécurité intérieure
☐ Oui ☐ Non

PRIME ANNUELLE Hors frais et frais compris

Indice FFB au 31/12/2022 : 1100

Tous Frais Compris suivant Formule (à compter du 01/01/2023)

Garanties de Base, Complémentaires, Annexes

I-2-2-8 CARACTERISTIQUE DU CONTRAT (Formule 1) : € TFC /m² ☐ Oui ☐ Non
(SANS Franchise € sauf Cat Nat franchise légale par événement ou conforme au CCTP)
Soit € TFC

I-2-2-8 CARACTERISTIQUE DU CONTRAT (Formule 2) : € TFC /m² ☐ Oui ☐ Non
(Franchise de 200 € sauf Cat Nat franchise légale par événement ou conforme au CCTP)
Soit € TFC

I-2-2-8 CARACTERISTIQUE DU CONTRAT (Formule 3) : € TFC /m² ☐ Oui ☐ Non
(Franchise de 500 € sauf Cat Nat franchise légale par événement ou conforme au CCTP)
Soit € TFC

Prestations supplémentaires éventuelles :

PSE 1 I-2-2-9-5-1 – Bris de machine informatique et autres € TFC ☐ Oui ☐ Non

Total des garanties retenues par Commune : € (*).

(*) Sera complété par Commune et doit correspondre au total des oui ci-dessus.

ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS

Le contrat est prévu pour une durée maximale de 48 mois à compter du 01/01/2023. Conformément à la circulaire du 24 décembre 2007 (JO du 10/04/2008), le contrat est d'une durée d'une année, il est reconductible 3 fois, sauf **dénonciation soit par le porteur de risque ou par le pouvoir adjudicateur à chaque échéance annuelle du 1^{er} janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR.**

ARTICLE 7 - MODALITES DE GESTION ET SUIVI DES SINISTRES

Ratio de solvabilité du porteur de risque de l'offre (sans mesure transitoire ni dérogatoire) :

Moyens de gestion :

Présence sur le territoire national d'un service de gestion des sinistres du porteur de risque ☐ Oui ☐ Non

Présence sous 2j ouvrés d'un représentant du porteur du risque à la demande de l'acheteur public ☐ Oui ☐ Non

Délais de réponse :

Gestion contrat :

Régularisation par demi différence / au prorata temporis :

Gestion dématérialisée du parc de bâtiments : ☐ Oui ☐ Non

Gestion dématérialisée du contrat : ☐ Oui ☐ Non

Accessibilité de l'outil informatique :

Contenu/possibilité de l'outil informatique pour la gestion du contrat

Gestion des sinistres :

Désignation d'un binôme de gestionnaires sinistres dédié : ☐ Oui ☐ Non

Gestion dématérialisée des déclarations de sinistre : ☐ Oui ☐ Non

Gestion et suivi dématérialisé des sinistres (transmission de pièces et informations) : ☐ Oui ☐ Non

Délai d'expertises : jours

Transmission automatique des rapports d'expertise : ☐ Oui ☐ Non

Information par mail de règlement des dossiers sinistres : ☐ Oui ☐ Non

Délais de paiement : jours

Un accord du porteur du risque est-il préalablement nécessaire : ☐ Oui ☐ Non

Si oui, à partir de quel montant de sinistre ? Accord sous combien de jours ?

Information par mail de clôture des dossiers sinistres :

☐ Oui ☐ Non

Gestion des recours pour le compte de La Collectivité y compris pour les sinistres inférieurs à la franchise

☐ Oui ☐ Non

Préfinancement des franchises avec refacturation trimestrielle au pouvoir adjudicateur :

☐ Oui ☐ Non

Statistiques sinistres :

Sinistralité détaillée annuellement

☐ Oui ☐ Non

Information sur le montant des recours (réel et provisionné) :

☐ Oui ☐ Non

Information sur le montant des provisions :

☐ Oui ☐ Non

Services associés :

Réunion annuelle de présentation des résultats / travail sur les dossiers :

☐ Oui ☐ Non

Actions de prévention intégrées à l'offre :

☐ Oui ☐ Non

Si oui, lesquelles ?

**Le Courtier, l'Agent, la Compagnie d'Assurances sont inscrits à l'ORIAS et agréés par l'ACPR
Pour les risques énoncés dans les DCE des DAB**

☐ oui – ☐ non

FAIT EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL

A

LE

REPONSE DE L'ADMINISTRATION

La présente offre est acceptée en ce qui concerne le lot I.A.R.D

« Dommages aux biens & annexes 66515200-5 »

Le présent acte d'engagement comporte les annexes énumérées à l'article 2 du présent Acte d'Engagement.

Ma signature fait du présent acte d'engagement la pièce principale du marché.

A

Le

Le représentant légal de la personne publique

Le Maire de la Commune de MARTILLAC

Le marché a été reçu par la Préfecture le :

NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE


La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie conforme du marché au titulaire. Cette remise est opérée par lettre recommandée électronique avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation www.marchespublics-aquitaine.org, <https://www.martillac.fr>

TITRE III – ANNEXES

ETAT PATRIMOINE

N°	nature / usage	BATIMENTS	ADRESSE	SD en m² (*)	Occupant	Sit. Jurid	Constr.	Couv.	Moyens de prévention mis en œuvre	COMMENTAIRES
1	Social	CCAS Logement 1	26 Route de Tout-Vent	56 m²	locataire	PNO	dur	dur		assuré par locataire également
2	Social	CCAS Studio 1	26 A Route de Tout-Vent	31 m²	locataire	PNO	dur	dur		assuré par locataire également
3	Social	CCAS Studio 2	26 B Route de Tout-Vent	31 m²	locataire	PNO	dur	dur		assuré par locataire également
4	Sportif	TENNIS CLUB HOUSE	PLAINE DES SPORTS	72 m²	asso	PNO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	assuré par asso également
5	Sportif	FOOT VESTIAIRES	PLAINE DES SPORTS	300 m²	asso	PNO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	assuré par asso également
6	Sportif	PETANQUE	PLAINE DES SPORTS	90 m²	asso	PNO	dur	dur		assuré par asso également
7	Sportif	SALLE MULTISPORT DE TOUT-VENT	PLAINE DES SPORTS	780 m²	mairie+assos	PO	dur	dur+semi léger	Protection incendie + Protection vol	
8	Sportif	CTM	PLAINE DES SPORTS	250 m²	mairie	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	
9	Sportif	SALLE DES VIGNES	PLAINE DES SPORTS	792 m²	mairie+assos	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	Assuré par ASS également
10	Scolaire	ECOLE	ROUTE DE MASSIOT	Total 1730 m²	mairie+école	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	
11	Scolaire	MATERNELLE	ROUTE DE MASSIOT	520 m²	mairie+école	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	
12	Scolaire	PRIMAIRE	ROUTE DE MASSIOT	710 m²	mairie+école	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	
13	Scolaire	CANTINE	ROUTE DE MASSIOT	450 m²	mairie+école	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	
14	Scolaire	ADMINISTRATIF	ROUTE DE MASSIOT	50 m²	mairie+école	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	
15	Religieux	EGLISE	ROUTE DE MASSIOT	630 m²	mairie+église	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	Abside classée MH
16	Religieux	SALLE DU PRESBYTERE	ROUTE DE MASSIOT	90 m²	mairie+assos+privés	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	assuré par mairie+assos+privés également
17	Culturel	POLE CULTUREL	PLACE VAYSSIÈRE	Total 920 m²	mairie+assos	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	Assuré par ASS également
18	Culturel	POLE	PLACE VAYSSIÈRE	300 m²	mairie+assos	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	Assuré par ASS également
19	Culturel	SALLES ASSOS	PLACE VAYSSIÈRE	250 m²	mairie+assos	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	Assuré par ASS également
20	Culturel	SALLES ECOLE	PLACE VAYSSIÈRE	180 m²	mairie+école	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	
21	Culturel	MEDIATHEQUE	PLACE VAYSSIÈRE	190 m²	mairie	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	
22	Administratif	BLOC MAIRIE	AVENUE CHARLES DE GAULLE	380 m²	mairie+agence postale	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	
23	Social	LOCAL ROCHE	ROUTE DE L'HIRONDE	200 m²	mairie (vide)	PNO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	à démolir
24	Culturel	EX BIBLIOTHEQUE	IMPASSE DU BOURG	90 m²	mairie+assos	PO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	Assuré par ASS également
25	Culturel	SALLE GALA	IMPASSE DU BOURG	90 m²	association	PNO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	Assuré par ASS également
26	Sportif	SALLE ANCIEN DOJO	IMPASSE DU BOURG	80 m²	mairie+assos	PNO	dur	dur	Protection incendie + Protection vol	Assuré par ASS également
27										
28		TOTAL		9122 M2						
29										
30										
31										
32										
33										
34										
35										
36										
37										
38										
39										
40										
41										
42										
43										
44										
45										
46										
47										
48										
49										
50										
--										

VILLASSUR RC + DAB

		SINISTRALITE		Exercice : 3 dern EX + EX en cours						
DEPARTEMENT Entreprises et Collectivités 2, Av de Limoges CS 60001 79044 NIORT CEDEX		Sociétaire : 00657906F COMMUNE DE MARTILLAC 14 AVENUE CHARLES DE GAULLE 33650 MARTILLAC		Code CSP : 021 Date Entrée : 01/06/2002 Date Modif : 26/04/2022						
Le 08/06/2022										
PRODUITS JURIDIQUES [x] ASSURANCE DES COLLECTIVITES										
LISTE DES SINISTRES										
REF	D.SURV	NAT	PRODUIT	RESP	COUT	D.CLOT	IMMAT	CONTRAT	CONDUCTEUR	GARANTIE
Année 2021										
2021/574854	02/12/2021	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		300,00 € 02/06/2022			155		P.J. / POURSUITE PENALE
2021/559216	01/10/2021	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		388,00 €			154		PROF/INC/BATIMENT
2021/529844	18/06/2021	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		3 300,00 €			154		PROF/DEGAT EAUX/BATIMEN
2021/511561	22/02/2021	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		0,00 € 23/07/2021			154		PROF/INC/RC PROP BATIME
Total - 2021				Nombre 4	Montant 3 988,00 €					
Année 2019										
2019/505172	21/12/2019	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		23 307,60 € 17/11/2020			154		PROF/EVT NAT/BATIMENT
2019/502940	28/11/2019	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		340,00 € 11/02/2020			154		PROF/INC/MOBILIER-MATER
Total - 2019				Nombre 2	Montant 23 647,60 €					
		Nombre Total 6		Montant Total 27 635,60 €						

- CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES « CCTP »

II-2-1- Présentation

Entité juridique : Collectivité locale / commune

Identification SIRET : **21330274800016**

MAIRIE : **MARTILLAC**
 Adresse – Code Postal : 14 avenue Charles de Gaulle
33650 MARTILLAC
INTERLOCUTEUR : **CEDRIC TAUZIN - DGS**
 Téléphone : 0556727120. Télécopie : /
 Email : **secretariat@mairie-martillac.fr**

- Population : 3319 habitants (Recensement 3279 –population municipale)

Nombre de personnes qui administrent la collectivité/Institution Publique :

1 Maire, 5 Adjoints, 3 Conseillers municipaux délégués, 14 conseillers municipaux

Distance en km du (domicile à la mairie) de l'Elu le plus éloigné 6 kms

- C.C.A.S (composition : 15 membres)

- C.C.A.S Budget : 45200€ (fonctionnement) + 9700€ (investissement)

- CCAS (gestion communale hors EPHAD)

☐ oui ☒ non

Service situé en mairie oui : Agents détachés (compris dans masse salariale : Salarié, valeur en temps ...).

- Caisse des écoles

☐ oui ☒ non

- Conseil de sages :

☐ oui ☒ non

- Conseil de jeunes :

☒ oui ☐ non

- Conseil de quartier :

☐ oui ☒ non

- Comité d'entreprise/Amicale/COS

☐ oui ☒ non

- Commission Appel d'Offre et/ou des marchés

☒ oui ☐ non

Si Oui : Nombre : 6/an ; Nombre d'Elus participant : 6

- Conseil municipal

☒ oui ☐ non

Si Oui : Nombre 5 / an ; Nombre d'Elus participant : 23

- Commission sports, ou autres

☐ oui ☒ non

Si Oui : Nombre commissions,réunions/an ; Nombre d'Elus participant :

Compte administratif (Année : 2021) :

Dont section fonctionnement : R 3 134 093.01 € ; D : 2 150 704.97 €

Dont section investissement : R 1 054 164. 10 € ; D : 1 305 278.57 €

Compte administratif budgets annexes consolidé 2021 :

Dont section fonctionnement : R 15 858.62 € ; D : 18 534.98 €

Dont section investissement : R 0 € ; D : 140.40 €

- Montant du budget général primitif (Année : 2022) :

Dont section fonctionnement : 4 689 921.44 €

Dont section investissement : 4 651 914.86 €

- Montant des budgets annexes primitifs 2022 :

Dont section fonctionnement : 45 206.40 €

Dont section investissement : 9 678.15 €

- Agents : 21 (1) dont 17 Titulaires, dont 4 Régisseurs (*)

(1) Compris CCAS - (*) Activités concernées : photocopies, animations culturelles, médiathèque, bibliothèque.

- Nombre d'Agents participant à des formations 5 (En 2021 moyenne annuelle)

- Masse salariale Brute 2021 (hors charges patronales compris CCAS ☐ oui ☒ non) : 419 802 €
- Dont Agents affiliés CNRACL : (compte 641 1) : 505 054 €..... €
- Dont Agents affiliés IRCANTEC & contrats aidés : (compte 641 3) : 491 795 € €
- Dont autres (auxiliaires de remplacement principalement)€
- Temps complet pension civile état€
- Charges patronales 2021 :
- Dont Agents CNRACL : 167920€
- Rapport Charges patronales/Masse salariale brut : 40%
- Dont Agents IRCANTEC :€
- Rapport Charges patronales/Masse salariale brut :%
- La Collectivité appartient à un E P C I : ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : Communauté de Communes de Montesquieu
- La Collectivité lui a délégué des compétences ☒ oui ☐ non
- En matière : D'autorisation d'occupation des sols ? ☒ Oui ☐ non
- D'élaboration de documents d'urbanisme ? ☐ Oui ☒ non
- De création, aménagement, entretien de la voirie ? ☐ Oui ☒ non
- Villes ou communes classées : (Station Verte/balnéaire/autres) ☐ oui ☒ non
- Participation à SEM/SAEM : ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- Villes ou communes jumelées : ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : Ville de Bibona depuis 2004
- bâtiments couverts (annexe jointe) +/- 9122 m²
- Réseau télécommunication (fibre optique propriété collectivité) ☐ oui ☒ non
- bâtiments culturels (vr annexe jointe) ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : églises..... m² au sol, Chapellem² au sol)
- retables ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- cimetière ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : environ 210 Emplacements
- crématorium ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- columbarium +/- 18 compartiments ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail :
- bâtiments classés ou inscrits ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : églises, châteaux
- bâtiments mis à disposition gratuite ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : salles communales pour associations
- bâtiments transférés dans le cadre du L 1321 & suivants du CGCT ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- Musée ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- Réserve de combustible > à 1.500 l (chauffage, autres) ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- Distribution de carburants / stockage de liquides inflammables ☐ oui ☒ non
- (Classés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.)
- Parc informatique, bureautique, téléphonique, station météo, etc. : ☒ oui ☐ non
- Si oui composition : +/- 25 PC, +/- 2 serveurs, +/- 0 station météo,
- +/- 1 standard téléphonique, +/- 2 photocopieurs, +/- 0 Groupe froid/pompe à chaleur et autres...
- Valeur de l'ensemble du parc : +/- 15 000 €
- Agence postale : ☒ oui ☐ non
- Si oui date de la convention 2016 Nombre d'agents détachés 1.5
- Police Municipale : ☒ oui ☐ non
- Fourrière Animal, Auto, Engins divers : ☐ oui ☒ non

- **Ordures ménagères :** ☐ oui ☐ non
 Gestion (.....) :
 Valeur du parc des conteneurs : +/-.....€ (situation)

- **Usine d'Incinération de déchets ou de cadavres d'animaux :** ☐ oui ☒ non

- **Centres de stockage de déchets ultimes** ☐ oui ☒ non
 (Anciennement dénommés décharges contrôlées ou centres d'enfouissement techniques de déchets),

- **Déchetterie :** ☐ oui ☒ non

- **Stations de transit ou centres de transfert de déchets** ☐ oui ☒ non
 (Autres que les déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers)

- **Assainissement (gestion du réseau) :** ☐ oui ☒ non

- **Unités de traitement de l'eau pour l'alimentation en eau potable** ☐ oui ☒ non
 (Soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement)

- **Eaux usées (épuration, traitement) :** ☐ oui ☒ non

- **Station d'épuration d'eaux usées (STEP capacité < à 50 000 équival-habts)** ☐ oui ☒ non

- **Station d'épuration d'eaux usées (STEP capacité > à 50 000 équival-habts)** ☐ oui ☒ non

- **Epandage de boues d'épuration provenant des stations d'épuration** ☐ oui ☒ non
 De la Collectivité ☐ oui ☐ non
 D'autres Collectivités ☐ oui ☐ non

- **Distribution d'eau (gestion communale)** ☐ oui ☒ non
 Si non qui a la gestion ? Contrat d'affermage/dsp SIAEP du Canton de La Brède

- **Distribution de gaz :** ☐ oui ☒ non
 Gestion : GRDF

- **Distribution d'électricité** ☐ oui ☒ non
 Gestion : ERDF

- **Transformateur propriété communale** ☐ oui ☒ non

- **Parc éolien** ☐ oui ☒ non
 Si Oui détail :

- **Panneaux solaires :** ☐ oui ☒ non
 Si Oui : date de l'installation....., Qualification de l'installateur : ☐ Qualipv, ☐ Qualisol, ☐ Autre.....
 Superficie :m², Mode de fixation : ☐ Fixé, ☐ scellé, Contrat de maintenance : ☐ oui ☐ non

- **Cellules photovoltaïques :** ☐ oui ☒ non
 Si Oui : date de l'installation....., Qualification de l'installateur : ☐ Qualipv, ☐ Qualisol, ☐ Autre.....
 Superficie :m², Mode de fixation : ☐ Fixé, ☐ scellé, Contrat de maintenance : ☐ oui ☐ non

- **Installations de chauffage par géothermie haute température** ☐ oui ☒ non

- **Télédistribution** ☐ oui ☒ non
 Si Oui détail :

- **Antennes/relais** ☐ oui ☒ non
 Si Oui détail :

- **Remontées mécaniques** ☐ oui ☒ non
 Si Oui gestion : contrat d'affermage/dsp/cdc/sem/saem : autres :

- **Voirie (gestion communale ?) :** ☒ oui ☐ non
 Si oui : Longueur du réseau communal : (+/- 31 kms)

- **Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers** ☐ oui ☒ non

- **Eaux pluviales : (gestion communale ?) :** ☒ oui ☐ non
 Si oui : Longueur du réseau communal : (+/- ? kms)
 Si non qui a la gestion ?

- **Eaux usées : (gestion communale ?):** ☐ oui ☒ non
 Si oui : Longueur du réseau communal : (+/- kms)
 Si non qui a la gestion ? SIAEP du Canton de La Brède

- **Circulation (gestion communale) :** ☒ oui ☐ non

- **Feux de signalisation :** ☐ oui ☒ non
 Si Oui détail :

- Armoires techniques de signalisation : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :
- Régulation de feux tricolores ☐ oui ☒ non
- Eclairage public : ☒ oui ☐ non
- Mobilier urbain : ☒ oui ☐ non
- Elévateur et/ou ascenseur (extérieur) : ☐ oui ☒ non
- Plate-forme panoramique : ☐ oui ☒ non
- Panneau d'affichage lumineux : 2 ☒ oui ☐ non
- Borne de tri, conteneurs : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :
- Borne de stationnement : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :
- Edifice rural (monuments, calvaires) : ☐ oui ☒ non
- Sonorisation extérieure : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :
- Vidéo extérieures : ☒ oui ☐ non
Si Oui détail : vidéosurveillance publique
- Château d'eau (réserves) ☐ oui ☒ non
Site :....., hauteur : +/-m, capacité :m3
- Convention SDIS ☒ oui ☐ non
- La Collectivité est-elle classée centre de secours ☐ oui ☒ non
- Incendie et secours : ☒ oui ☐ non
Bouches, Poteaux = Entretien, contrôle maintenance, réparation :
- Restauration scolaire, péri- scolaire ☒ oui ☐ non
Si Oui détail : +/- 400 repas/jour –autres.... repas/jour
- Restauration autre / manifestations, fête et cérémonie ☐ oui ☒ non
Si Oui détail : repas/jour –autres repas/jour
- Congélateur : ☒ oui ☐ non
Si Oui détail : nombre 2 Valeur du contenu : +/- 500 € / congélateurs
- Armoire froide : ☒ oui ☐ non
Si Oui détail : nombre 3 Volume ? m3 Valeur du contenu : +/- 500 € / armoire
- Chambre Froide : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail : nombre Volumem3 Valeur du contenu : +/- € / chambre
- Maison de retraite, Accueil de jour, Ehpad : ☐ oui ☒ non
Si oui : gestion :
- Crèches : ☐ oui ☒ non
- Halte-garderie (multi accueil) : ☒ oui ☐ non
Si oui : Capacité d'accueil : 150
- Garderie liée à l'activité scolaire : ☒ oui ☐ non
Si oui capacité d'accueil : +/- : 150
- Accueil périscolaire : (matin/soir) ☒ oui ☐ non
Si oui capacité d'accueil : +/- 150
- Accueil de Loisirs ☒ oui ☐ non
Si oui : Combien d'enfants sont-ils accueillis : (+/- 70 enfants/jour)
Hébergement : oui (camps/mini camps organisés hors commune)
- Local/Club ado : 12 jeunes / jour (hors vacances) ☒ oui ☐ non
- EPN (espace public numérique – médiathèque) : ☒ oui ☐ non
- Visio accueil : ☐ oui ☒ non
- Soins infirmiers, maintien à domicile : ☐ oui ☒ non
- Soins médicaux : ☐ oui ☒ non
- Hôpitaux, Hospices : ☐ oui ☒ non

- Abattoirs (gestion communale ?): ☐ oui ☒ non

- Serres ? : ☐ oui ☒ non
Si oui détail : adresse :superficie :Type de construction.....

- Activité agricole ou forestière : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :

- Taupier/Piégeur : ☐ oui ☒ non

- Hippodrome (non exploitant) ☐ oui ☒ non

- Aérodrome - Hélicoptère : ☐ oui ☒ non

- Ports de pêche, ports de commerce ☐ oui ☒ non

- Transports scolaires : ☒ oui ☐ non
Détail/Gestion : convention région
La commune est-elle l'organisatrice au second rang ? ☒ oui ☐ non

- Transports liés à l'activité para scolaire ☐ oui ☒ non
Si oui détail :
Qui fait le transport :

- Transports autres : ☐ oui ☒ non
Si oui, détail :
Qui fait le transport :

- Ecoles Privées : nombre : 1 ☒ oui ☐ non

- Ecoles de musique/ conservatoire ☐ oui ☒ non

- Piscine : ☐ oui ☒ non
«Si OUI Nombre :, Gestion :
Nombre d'agents titulaire MNS :Masse salariale Brute Charges comprise : €

- Etablissements de thermalisme et/ou de thalassothérapie ☐ oui ☒ non

- Bibliothèque : ☒ oui ☐ non
Nombre d'agents titulaire : 2 (+ Bénévoles 4)

- Retenue d'eau : ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre..... Volume +/-m3 Gestion :.....

- Barrages et retenues d'eau d'une hauteur supérieure à 30 m ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre..... Volume +/-m3 Gestion :.....

- Régulation niveau d'eau : ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre..... Volume +/-m3 Gestion :.....

- Réservoirs, Vessies : ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre ... Volume +/-m3 Gestion

- Bassins d'orages : ☒ Oui ☐ non
Si oui : Nombre 2 Volume +/-m3 Gestion communale
Hauteur d'eau pouvant être libéré brusquement : 3 L/ha/s

- Marais : ha ☐ oui ☒ non

- Puits artésiens ☐ oui ☒ non
Si Oui détail : profondeur : (Alimentation en eau potable ou autre)

- Etangs / Plan d'eau : ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre.....Volume +/-m3 Gestion

- Port de plaisance, cale, ponton : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :

- Aire d'accueil des gens du voyage ☐ oui ☒ non

- Campings privés : (+/- campings privés) ☐ oui ☒ non

- Camping, caravanning municipal : +/- pl. ☐ oui ☒ non

- Aire de camping, caravanning : ☐ oui ☒ non

- Aire de stationnement de camping-car : +/- pl. ☐ oui ☒ non

- Baignade/Plage aménagée : ☐ oui ☒ non
Si oui : Détailsites ; Gestion :.....
- Colonies de vacances ☐ oui ☒ non
Si oui détail :
- Cérémonies, Fêtes (traditionnelles, journées du patrimoine, autres ...) : ☒ oui ☐ non
Si oui détail associatif Budget 0 €
- Cérémonies, Fêtes: (sous contrat) ☐ oui ☒ non
- Œuvres d'arts propriétés de la collectivité de valeur > à 10.000 € ☐ oui ☒ non
(Nombre :référence Classé Monument Historique ?)
- Organisation d'expositions ☒ oui ☐ non
Si oui : Détail : associations
- Œuvres d'arts de valeur < à 10.000 € confiés pour Expo ☐ oui ☒ non
(Nombre d'expo: +/- /an ; durée : +/-semaines ; Valeur global des œuvres exposées +/- :€)
- Organisation de salon commercial, foire ☐ oui ☒ non
Si oui : Détail Gestion
- Feu d'artifice (organisateur commune) : ☐ oui ☒ non
(valeur : +/-€)
- Feu d'artifice (délégation ou prestataire hors commune) : ☒ oui ☐ non
Détail : association (valeur : +/-€)
- Animations communales : ☒ oui ☐ non
Budget Culture 2021 : 7000€
- Organisation de spectacles ☒ oui ☐ non
Si oui : Détail associations
- La collectivité a-t-elle une licence organisateur de spectacle? ☐ oui ☒ non
Si oui qui en est détenteur ? :
- Subventions communales : ☒ oui ☐ non
Budget 2021 : 60 000 € - Budget prévisionnel 2021 : 70 000 €
- Salle de spectacles : ☒ oui ☐ non
Si oui nombre 1 /adresse Pôle culturel, Place Vayssière Nbre de places : 124
- Utilisation et/ou location de chapiteau : ☐ oui ☒ non
Si oui détail : tente environ m2
- Bois, Forêts : +/- 400 ha (dont +/- 2 ha propriété communale) ☒ oui ☐ non
- Convention ONF : ☐ oui ☒ non
- Etablissements Sportifs avec tribunes : ☒ oui ☐ non
Si oui - Nbre de places : +/- 100 pl – adresse Plaine des sports
- Etablissement Sportif sans tribunes : ☒ oui ☐ non
Si oui : Détail : 2
- Patinoire : ☐ oui ☒ non
- La collectivité a-t-elle fait recenser ces établissements par la DDJS ☐ oui ☒ non
- Tribunes mobiles appartenant et utilisées par la collectivité : ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre de places assises :
- Tribunes mobiles appartenant et utilisées par des tiers : ☐ oui ☒ non
Si oui qui fait le montage ? :
- Centre de loisirs en partenariat Associatif : ☐ oui ☒ non
- Organisation de sorties/camps : ☒ oui ☐ non
Si oui : détail / Nbre de jours/an : 15 jours Nombre d'enfants/semaine 20)
- Maison des jeunes/Foyer de jeunes : ☐ oui ☒ non
- Urbanisme, POS, PLU approuvé le : 27/06/2022 ☒ oui ☐ non
- Loi littorale ☐ oui ☒ non
- Marché : /semaine/mois ☐ oui ☒ non
Si oui : Détail :

- Foires : ☐ oui ☒ non
Si oui : Détail :
- Ateliers relais & Immeuble de rapport : ☐ oui ☒ non
Si oui : Détail :
- Ateliers relais : (convention crédit-bail par financement communal) ☐ oui ☒ non
Si oui nombre/adresse :
- Abris Bus : ☒ oui ☐ non
Si oui nombre/adresse : 5 Type de construction :
Qui a la charge d'assurance ? :
- Gîtes Ruraux : ☐ oui ☒ non
Si oui nombre/adresse :
- Station de traitement des ordures ménagères : ☐ oui ☒ non
Si oui : nombre
- Station de conteneurs sélectifs enterrés : ☐ oui ☒ non
Si oui : nombre
- Stations de relèvement/ refoulement : ☐ oui ☒ non
Si oui : nombre
- Postes de relèvement : ☒ oui ☐ non
Si oui : nombre SIEPA
- Ouvrages d'art, de génie civil : ☐ oui ☒ non
Si oui nombre/adresse : ponts/ passerelles ☐ oui ☐ non
Ouvrages hydrauliques : ☐ oui ☐ non
- Embranchement ferroviaire : ☐ oui ☒ non
- Passage à niveau non gardé sur la commune : ☐ oui ☒ non
- Coffre-fort, armoires fortes : ☒ oui ☐ non
Si oui détail/Nombre : 1 lieu : ...divers. Est-il scellé ? ☒ oui ☐ non Poids : +/- kg
- Zone classée PPI (inondation) : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :
- Zone classée PPRI (Risques Industriels) : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :
- Zone classée PPRN (Risques Naturels) : ☐ oui ☒ non
- La collectivité a fait l'objet de décret cat nat (au cours des 4 dernières années) ? ☒ oui ☐ non
A-t-elle été sinistrée ? voir antécédents inondations en 2021
Si Oui (voir antécédents)
- Dispositifs de sécurité ☒ oui ☐ non
Si oui détail lieu : voir ci-dessous
- Rideaux métalliques : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)
- Portes Blindées : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)
- Vitrages Sécurité : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)
- Alarme : ☒ oui ☐ non (si oui détail : tout le bâtiment)
- Télésurveillance : ☒ oui ☐ non (si oui détail :)
- Vidéo surveillance : ☒ oui ☐ non (si oui détail :)
- Société de gardiennage : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)
- Autres dispositifs : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)
- sur Engins spéciaux : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)
- Parc automobile (véhicule à moteur, remorques, VSP, engins ou autres) :
Certains véhicules sont-ils aménagés ou transformés ? ☐ Oui ☒ non
Certains véhicules sont-ils utilisés comme outils ? ☐ Oui ☒ non
Certains véhicules sont-ils équipés d'accessoires ou outils ? ☒ Oui ☐ non
- Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à moteur, (>à 5000 m²) ☒ oui ☐ non
- Parc cyclo (véhicule sans moteur, assistance ou à moteur électrique) : ☐ oui ☒ non
oui détail lieu :
- Piste d'éducation routière (engins à moteur) : ☐ oui ☒ non
- Conduite accompagnée : ☐ oui ☒ non
- Enseignement de la conduite automobile : ☐ oui ☒ non

- **Parc navigation** (voile, moteur, jet ski, motos...engins autres) : ☐ oui ☒ non
Si oui détail :
- **Sponsoring** : ☐ oui ☒ non
Si oui détail :
- **La collectivité effectue-t-elle de la location diverse ?** (À des tiers) ☒ oui ☐ non
Si oui détail : barnums, salles...
- **Notion de prévention** : ☒ oui ☐ non
- Document unique : en cours ☒ oui ☐ non
- Mission d'accompagnement : A.C.M.O. ☒ oui ☐ non
- **La collectivité loue du matériel et/ou engins divers?** (Pour ses besoins) ☒ oui ☐ non
Si oui détail : Si oui détail : Budget : 5000€
- **La collectivité effectue des Activités d'études, de travaux et/ou de maîtrise d'œuvre**
Pour elle : ☒ oui ☐ non
Pour le compte de tiers : ☒ oui ☐ non pour particuliers avec convention et délibération
Si oui détail :
- **La collectivité effectue des travaux de construction/rénovation** ☒ oui ☐ non
Pour elle : ☒ oui ☐ non
Si oui budget 2021 :€
Compte : Fonctionnement: 100 000 € compte investissement : 1 200 000 €
Pour le compte de tiers : ☐ oui ☒ non
Si oui détail :
- **Elus & Agents utilisent-ils leur propre véhicule (*)** ☒ oui ☐ non
(*) Pour les besoins de la collectivité
Si oui : Km/an : +/- moins de 1000 Kms
- **Contrat de DSP / affermage** : ☐ oui ☒ non
Si oui détail :
- **Conventions autres que SDIS & ONF** : ☐ oui ☒ non
Si oui détail :
- **Renonciation à recours** : ☐ oui ☒ non
Hors Registre du Commerce ou Registre des Métiers
- INFORMATIONS DIVERSES AUTRES :**
- **Postes dits de « FONCTION »** : ☐ oui ☒ non
Si oui détail :
- **Notion de prévoyance** : ☐ oui ☒ non
- Une convention sur la base du Décret n° 2011-1474 a-t-elle été mise en place : ☒ oui ☐ non
Si oui :
Santé ☐ oui ☐ non Si oui détail :
- Prévoyance ☒ oui ☐ non Si oui détail :
- Une convention hors la base du Décret n° 2011-1474 est-elle en place : ☐ oui ☒ non
Si oui :
Santé ☐ oui ☐ non Si oui détail :
- Prévoyance ☐ oui ☐ non Si oui détail :
- Agents concernés :

Assureur tenant du RISQUE : **SMACL= RC GROUPAMA DAB+FLOTTE+PJ CNP=RS**

Garanties souscrites :

Franchises de base IARD = SANS RS MO 10 jours

.....

OBJET de la renégociation : Renouvellement de marchés

ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

La compagnie d'assurance

Dont le siège social est situé à

Reconnait avoir reçu l'intégralité du cahier des charges correspondant

Au lot n °.....

De

Comportant :

REGLEMENT DE CONSULTATION

TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES

I – 2 – 1 – PRESENTATION

I – 2 – 2 – GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

TITRE III – ANNEXES

ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

NOM, SIGNATURE ET CACHET DU RESPONSABLE DU DOSSIER

A

LE